

FABRIQUE DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Implication des citoyens
dans la transition énergétique
en Europe

ÉTUDE EXPLORATOIRE



energycities
WHERE ACTION & VISION MEET

Avec le soutien de



Publié par Energy Cities en décembre 2018.

Rédaction : Mathilde Buron-Jacob, Sylvie Lacassagne et Christiane Maurer

Illustration & mise en page : Diane Morel – www.dianemorel.com

FABRIQUE DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Implication des citoyens
dans la transition énergétique
en Europe

ÉTUDE EXPLORATOIRE

SOMMAIRE

Introduction	4
Cadix, en lutte contre la précarité énergétique	7
Grenoble, laboratoire de la participation citoyenne	15
M-Lab, coproduction et expérimentation en grandeur réelle	23
15 autres exemples autour de :	31
— Plateformes numériques pour la participation citoyenne	32
— Création d'une structure réunissant des acteurs publics / privés / citoyens	33
— Urban Lab	36
— Gestion collective de la ville	37
— Budgets participatifs	40
— Panels citoyens	44
— Living Streets	45

INTRODUCTION

Fin 2015, les États du monde entier se réunissaient à Paris. Ils affirmaient leur volonté commune d'empêcher la hausse des températures par rapport à l'ère pré-industrielle et de tout faire pour la limiter à 1,5°C. Pourtant en 2017, après trois années de stagnation, les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse. Le dernier rapport du GIEC confirme que les engagements pris pendant la COP21 seront particulièrement difficiles à atteindre et appelle à un sursaut international : faire plonger les émissions de CO₂ de toute urgence.

Dans ce contexte, les villes ont un rôle très important à jouer. Elles sont en effet des acteurs incontournables de la mise en place des politiques publiques de transition énergétique au niveau local, à l'échelle des bassins de vie des citoyens. Leurs actions s'inscrivent dans les territoires et visent à fédérer l'ensemble des parties prenantes pour la mise en place d'une réelle transition énergétique. Cependant, à l'heure où la société se trouve face à une forte crise démocratique, **les villes doivent aussi réinventer leurs façons d'agir.**

PROBLÉMATIQUE

Dans cette étude nous cherchons à cerner :

- ▶ Quels sont les nouveaux **modes de gouvernance** qui émergent et dans quelle mesure facilitent-ils l'implication des citoyens dans les politiques de transition énergétique ?
- ▶ Comment les municipalités **adaptent leurs pratiques** pour faire face aux transformations actuelles de la société et quel en est l'impact sur les politiques de transition énergétique ?

CONTEXTE

Des transformations de la société

Les villes, comme toutes les institutions, doivent aujourd'hui faire face à de nombreux bouleversements de la société. Elles connaissent une baisse conséquente de leurs moyens financiers alors même que les domaines dans lesquelles elles sont sollicitées sont de plus en plus larges. Il leur faut donc trouver de nouveaux modes d'action pour pouvoir exercer l'ensemble de leurs compétences. Elles sont également dépassées par un certain nombre d'enjeux internationaux. On constate un déplacement du pouvoir, celui des institutions traditionnelles diminue au profit d'acteurs transnationaux qui tendent à rebattre les cartes du jeu (GAFA¹, multinationales, terrorisme etc.).

Enfin et surtout, elles font actuellement face à une véritable crise démocratique. Ce phénomène se traduit notamment par une crise de confiance sans précédent des citoyens à leur égard. Nombre d'entre eux ont le sentiment d'avoir été trahi, ou, du moins, de ne pas être écouté, le sentiment qu'il existe un décalage important entre ce que la population demande et ce que proposent les institutions.

1. GAFA : Google, Apple, Facebook, Amazon. Cette expression désigne les géants du web.

Face à une telle évolution, les méthodes descendantes traditionnelles se trouvent être de plus en plus inadaptées. Les individus, comme les institutions, recherchent de nouveaux modes de gouvernance qui situent « *le pouvoir dans un lieu d'échange à l'intersection de la sphère économique, la sphère publique et la sphère associative* ² ». Il s'agit donc de faire évoluer l'action publique en travaillant avec un plus large panel d'acteurs et en favorisant l'implication des citoyens dans la prise de décision.

Évolution des pratiques dans le domaine énergie-climat

Dans le domaine énergie-climat, ces phénomènes se traduisent par deux grandes tendances qui évoluent en parallèle :

1 Une implication directe des citoyens

Un certain nombre de citoyens, considérant que les institutions ne parviennent plus à répondre à leurs attentes, décident de se saisir eux-mêmes des questions énergie-climat. Ils s'impliquent directement dans la vie locale, par le biais de mouvements et d'initiatives citoyennes. Ces dynamiques regroupent des motivations et des ampleurs différentes. On peut néanmoins distinguer :

● ACTIONS PONCTUELLES

Elles visent le plus souvent à faire pression sur les institutions pour les inciter à légiférer en faveur d'une cause ou d'un projet précis. Il s'agit par exemple des pétitions émises par *Greenpeace* pour demander l'arrêt du nucléaire, ou encore des *Plastic Attack* nées à Keynsham en Angleterre lors desquelles des citoyens volontaires se rendent dans un supermarché et enlèvent tous les emballages plastiques inutiles après leur passage en caisse afin de dénoncer le suremballage.

● PROJETS CITOYENS

Certains citoyens décident d'aller plus loin, de porter eux même un projet précis et proposent ainsi des alternatives au système traditionnel. Citons par exemple les projets dans lesquels les citoyens se réapproprient la question énergétique : c'est le cas des coopératives citoyennes d'énergie.

● MOUVEMENTS CITOYENS

Des mouvements citoyens émergent également. Ceux-ci visent à réclamer plus de justice sociale et climatique, ils ont pour but de rassembler les individus autour de projets communs. De grands événements sont organisés afin de mettre en avant les alternatives. Il s'agit par exemple de mouvements comme *Alternatiba*. D'autres citoyens cherchent à proposer de nouveaux modèles sociétaux, nous pouvons citer le cas des *Transition Towns* de Rob Hopkins qui visent à encourager les initiatives locales, fondées sur une vision positive de l'avenir.

● DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Enfin d'autres mouvements ou personnes sont prêts à désobéir à la loi, estimant que certains projets légaux ne sont pas légitimes. Il s'agit d'intervenir directement dans le système politique et énergétique actuel pour faire entendre ses revendications. Il n'existe pas de définition officielle de la désobéissance civile, mais beaucoup se réfèrent à celle de John Rawls qui la caractérise comme un « *acte public, non violent, décidé en conscience mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement* ».

On trouve ainsi l'exemple emblématique français de la Zone d'Aménagement Différé de Notre-Dame-des-Landes, créée en 1974 pour y construire un aéroport, ou encore *Ende Gelände*, le plus grand mouvement de désobéissance civile d'Europe, lors duquel, une fois par an, des activistes venus du monde entier se réunissent pour protester contre la politique énergétique allemande en bloquant une mine de charbon.

2. Le concept de gouvernance de John Pitseys.

2 Une évolution du rôle des municipalités

Alors que la volonté des citoyens de s'impliquer directement dans l'action publique s'accroît, les villes cherchent en parallèle à faire participer davantage les habitants dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques. L'objectif principal est de pallier la crise démocratique en renforçant la capacité d'agir des individus, et donc, en leur transférant davantage de pouvoir. Pour cela, les villes cherchent à la fois à favoriser l'apparition de dynamiques collectives ainsi qu'à renforcer les capacités d'agir des pionniers. Cela se traduit par diverses actions permettant de valoriser et promouvoir l'engagement citoyen et la mise en réseau. Ainsi les villes ouvrent de nouveaux espaces de dialogue entre leurs services et les citoyens, ce qui permet de retisser des liens de confiance.

Le rôle de la collectivité locale évolue : traditionnellement porteuse de projets et en charge de l'ensemble des décisions, elle tend aujourd'hui à se placer plus en retrait, à s'inscrire davantage dans une posture d'accompagnatrice du changement.

Pour ce faire, en fonction de son contexte local, de son histoire et de ses ambitions, chaque ville adopte des méthodes différentes : création de laboratoires urbains, mise en place de politiques de démocratie participative, co-construction de projets municipaux avec les citoyens, élaboration des budgets municipaux avec les habitants, développement de partenariats multi-acteurs, etc.

C'est sur ces dynamiques sociales que nous avons choisi de focaliser notre étude.

MÉTHODOLOGIE

Pour réaliser cette étude, nous avons identifié des villes mettant en place des initiatives participatives pionnières. L'objectif était de mettre en avant des pratiques innovantes afin d'appréhender l'évolution du rôle des villes et les modifications des jeux d'acteurs. De même, nous cherchions à comprendre quelles implications ont ces nouvelles pratiques sur les politiques de transition énergétique et les enseignements qu'il est possible d'en tirer.

Nous nous sommes attachés à étudier des exemples possédant un potentiel de transférabilité dans un contexte européen.

Ce travail s'appuie sur des recherches documentaires ainsi que sur des entretiens téléphoniques.

Pour chaque cas, nous avons étudié le contexte local dans lequel s'inscrit l'initiative, ses particularités ainsi que son potentiel de reproductibilité. Nous avons également mis chaque initiative en perspective avec d'autres exemples européens.

CAS ÉTUDIÉS

Trois villes sont étudiées en détail :

- **Cadix** (Espagne)
- **Grenoble** (France)
- et **Maastricht** (Pays-Bas)

Des prolongements sont proposés pour les villes de :

- **Reykjavic** (Islande)
- **Barcelone** (Espagne)
- **Viladecans** (Espagne)
- **Louvain** (Belgique)
- **Leeds** (Angleterre)
- **Amersfoort** (Pays-bas)
- **Polotsk** (Biélorussie)
- **Pazin** (Croatie)
- **Anvers** (Belgique)
- **Cascais** (Portugal)
- **Guadalajara** (Mexique)
- **Gdansk** (Pologne)
- et **8 villes Living streets**.

CADIX, EN LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

— Espagne



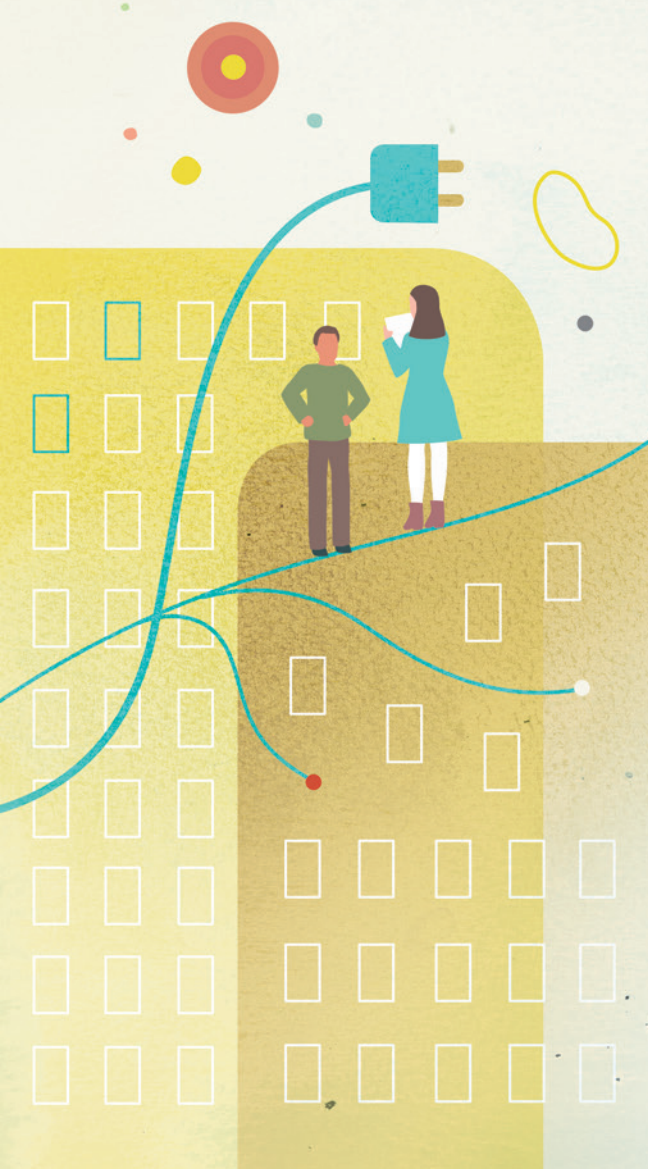
Points clés

En 2015, alors que la ville se trouve dans une situation complexe, une nouvelle municipalité arrive au pouvoir et enclenche des changements considérables.

Trois ans plus tard, la Ville implique un nombre considérable d'acteurs de son territoire dans sa transition énergétique et permet ainsi la mise en œuvre de réelles avancées. La lutte contre la précarité énergétique est considérée comme l'une des priorités de ce mandat et, grâce à un travail coopératif entre la mairie, les citoyens et la compagnie électrique de la ville, un tarif social pour l'énergie est en train de voir le jour. Cadix est la première ville espagnole à travailler concrètement à l'instauration d'une telle mesure.

Eléctrica de Cádiz, la compagnie historique de la ville, distribue aujourd'hui de l'électricité 100% renouvelable et couvre une très grande partie des besoins des habitants et de la municipalité. Si cette conversion a pu se faire aussi rapidement c'est également grâce à la mise en synergie des différents acteurs.

Toutes ces actions en faveur d'une transition énergétique démocratique rendent la ville de plus en plus attractive et favorisent notamment la création d'emplois verts.



UN POTENTIEL NON-EXPLOITÉ PENDANT DES ANNÉES

En mai 2015, alors que la ville était depuis 20 ans aux mains du *Partido Popular*³, une coalition de deux candidatures citoyennes, *Por Cádiz sí se puede*⁴ et *Ganar Cádiz*⁵, remporte les élections municipales.

La situation de Cadix est complexe et contrastée. Alors que la crise économique dure depuis près de 8 ans, que la dette de la ville avoisine 275 millions d'euros et que le taux de chômage est l'un des plus élevés de l'Union Européenne, la ville doit également faire face à une très forte crise démographique. Elle qui comptait 160 000 habitants dans les années 80, n'en compte plus que 120 000 en 2017.

La ville possède pourtant de nombreux atouts, mais ceux-ci sont peu exploités. À Cadix se trouve la plus grande entreprise énergétique semi-publique d'Espagne : *Eléctrica de Cádiz*. La ville la possède à 55 %, les parts restantes étant détenues par *Unicaja* (banque espagnole) et *Endesa* (entreprise énergétique leader en Espagne). Avec plus de 3 000 heures de soleil par an, Cadix est également l'une des villes les plus ensoleillées de l'Union Européenne. Cependant, seul 0,001 % de son énergie est d'origine solaire. Enfin, la ville possède un port et des chantiers navals importants et bénéficie d'une très bonne image touristique.

Du point de vue de sa politique énergétique, la ville a signé en 2009 la *Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie*⁶ et s'est ainsi engagée à baisser de 21% ses émissions de CO₂ à l'horizon 2020. Cependant, aucune mesure n'a été mise en place en ce sens lors de la rédaction du Plan d'Action de 2013. Le gaspillage énergétique est considérable et la population n'est pas très sensibilisée aux questions énergétiques. Enfin, comme partout en Espagne, le taux de précarité énergétique est très élevé (11 % au niveau national en 2018) alors que les marges des compagnies électriques sont parmi les plus élevées d'Europe.

La nouvelle municipalité fixe alors l'objectif de s'appuyer sur les ressources locales pour promouvoir la transition énergétique et reconstruire le tissu social et économique de la ville. La transition devra être démocratique, afin de porter la discussion sur le modèle énergétique de la ville dans la sphère publique, à la fois dans et hors des institutions.



Naissance des plateformes citoyennes en Espagne

Pour comprendre l'émergence de cette double coalition à Cadix, il est nécessaire de remonter aux origines du mouvement des *Indignés*.

En 2011, au Portugal, des milliers de personnes descendent dans la rue et défilent dans tout le pays pour protester contre l'austérité. Le mouvement sera nommé *12M*⁷. Ce mouvement se répand et prend une ampleur particulière en Espagne. Le 15 mai 2011, sur fond de crise économique importante (le taux de chômage des jeunes avoisine 40 %) des centaines de milliers de personnes se rassemblent sur les places espagnoles pour protester contre la corruption des deux principaux partis. Ce mouvement sera souvent nommé les *Indignés*⁸ ou *15M*⁹.

Les citoyens mettent en place un véritable blocage institutionnel. Ce mouvement permet à des milliers de personnes de prendre conscience de leur pouvoir citoyen. En 2014, un nouveau parti, *Podemos*, est créé en Espagne. L'objectif est de transformer la mobilisation sociale du mouvement des Indignés en processus électoral participatif, en vue des élections européennes de 2014. *Podemos* cherche à opposer des idées de gauches aux politiques d'austérité menées par l'Union Européenne, en réponse à la crise économique.

Un an plus tard, en 2015, à l'approche des élections municipales, des plateformes citoyennes sont créées. Elles se revendiquent du mouvement des Indignés, et proposent de nouveaux modèles de gouvernance, à l'échelle locale, sous le contrôle des citoyens, le tout de façon transparente et participative. Il s'agit de mettre en place des politiques « justes, redistributives et durables » afin de faire face à cette double crise.

Parmi les plus connus, on trouve le mouvement *Barcelona en Comu* (Barcelone en Commun) issu de la plateforme citoyenne *Guanyem* (Gagnons) et le mouvement *Ahora Madrid* (Maintenant Madrid).

3. Le parti conservateur (PP)

4. Traduction : For Cadiz, yes we can

5. Traduction : Win Cadiz

6. La *Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie* a été créée en 2008 et vise à rassembler les collectivités locales qui se sont volontairement engagées à atteindre, voire dépasser les objectifs climatiques et énergétiques de l'UE. On compte 7 000 collectivités locales et régionales signataires, réparties dans 57 pays.

7. L'expression 12 M fait référence au 12 mars 2011, date à laquelle 400 000 personnes s'étaient emparées des rues portugaises.

8. L'expression fait référence au livre de Stéphane Hessel « Indignez-vous ! ».

9. L'expression fait référence à la première grande manifestation à Madrid sur la Puerta del Sol le 15 mai 2011.

ENCLANCHER UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DÉMOCRATIQUE POUR RECONSTRUIRE LE TISSU SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

La nouvelle coalition formée de *Por Cádiz sí se puede* et *Ganar Cádiz* fixe trois axes principaux dans lesquels doit se décliner la transition énergétique démocratique :

- Mettre en place une démarche sobriété-efficacité-renouvelable dans les bâtiments publics
- Lutter contre la précarité énergétique
- Développer les emplois en lien avec la transition énergétique

1 Repenser la consommation énergétique municipale

DIAGNOSTIC INTERNE

Une des premières actions mises en place par le nouveau gouvernement a été de réaliser un bilan énergétique, interne à la municipalité, qui a révélé :

- ▶ une absence de suivi de la consommation énergétique municipale conduisant à un fort gaspillage ;
- ▶ une gestion défaillante des infrastructures municipales, due notamment à un mauvais entretien ainsi qu'à l'absence d'investissement ;
- ▶ un manque de connaissances des agents municipaux et des élus sur les questions énergétiques ;
- ▶ un manque de ressources humaines et technologiques pour la mise en place d'une gestion efficace de l'énergie.

Suite à ces constats, la municipalité décide de reprendre le contrôle de sa consommation énergétique. Pour cela, le *groupe de travail pour la transition énergétique à Cadix* (MTEC¹⁰) est lancé en 2015.

DIAGNOSTIC EXTERNE

Suite aux résultats du bilan énergétique interne, le MTEC décide de réaliser une seconde enquête (*the social Pulse on Energy*). L'objectif est cette fois de cerner dans quelle mesure les habitants comprennent, ou non, leur facture énergétique et aussi de recueillir leur avis sur la politique énergétique de la municipalité. C'est la première enquête de ce type réalisée en Espagne. Elle a été imaginée par les membres du MTEC et a consisté en 450 entretiens en face à face.

Les résultats :

- ▶ 70 % des personnes interrogées disent ne pas comprendre leur facture énergétique ;
- ▶ 30 % des individus disent la comprendre, cependant après quelques questions basiques de vérification il s'avère qu'une large part d'entre eux ne la comprend pas vraiment ;
- ▶ 9 personnes sur 10 ont eu du mal à distinguer les énergies renouvelables des énergies fossiles ;
- ▶ 92 % des personnes aimeraient néanmoins que la majeure partie de l'énergie de la ville soit renouvelable.

Les mesures identifiées comme prioritaires par les habitants :

- ▶ remplacement des lampes d'éclairage public par des LED ;
- ▶ mise en place de campagnes de formation / sensibilisation sur les économies d'énergie ;
- ▶ ajustement du calendrier des systèmes d'éclairage public (extinction des lumières la nuit) ;
- ▶ passage à l'électricité renouvelable dans les bâtiments.

10. MTEC : Mesa de Transición Energética de Cádiz

ÉLECTRICITÉ 100 % RENOUELABLE

Eléctrica de Cádiz est la compagnie électrique historique de Cadix. Il s'agit d'un distributeur d'énergie détenu à 55 % par la Ville, le reste appartient à *Endesa* et *Unicaja*. Après avoir étudié les résultats des deux enquêtes ainsi que les travaux du MTEC, il a été décidé qu'*Eléctrica de Cádiz* ne fournirait plus que de l'électricité renouvelable.

Depuis 2017, la compagnie approvisionne tous les bâtiments municipaux et 80 % des logements de la ville en électricité verte. Elle a également réussi à remporter des contrats dans deux autres villes espagnoles voisines qui étaient précédemment aux mains des grandes compagnies nationales.

Cela représente 62 000 clients et une consommation de 195 000 MWh par an, ce qui fait d'*Eléctrica de Cádiz* le plus grand distributeur d'électricité verte en Espagne (en fonction du nombre d'utilisateurs). Cette conversion s'est faite sans provoquer de hausse de prix pour les consommateurs finaux. D'après le président d'*Eléctrica de Cádiz*, la conversion au 100 % ENR permet d'éviter la production de 58 500 tonnes de CO₂ et de 93 grammes de déchets radioactifs par an.

La compagnie se fixe aujourd'hui deux nouveaux objectifs :

- développer le solaire pour profiter du très grand potentiel de la ville et produire localement l'électricité nécessaire à son approvisionnement ;
- promouvoir les économies d'énergie dans les bâtiments municipaux afin que la ville adopte un comportement énergétique exemplaire.



Contexte énergétique espagnol

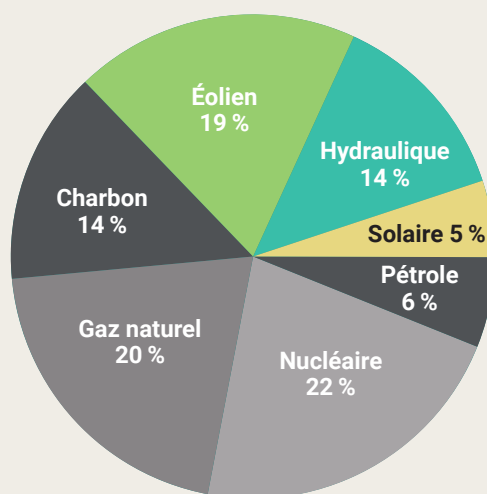
Le passage à une électricité 100% renouvelable pour cette compagnie semi-publique est d'autant plus remarquable que la législation espagnole favorise la domination de grandes entreprises énergétiques et tend à décourager l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. L'Espagne est connue pour avoir une des réglementations les plus sévères au monde en termes d'autoconsommation et d'autoproduction d'énergie renouvelable.

De plus, suite à des poursuites engagées entre 2008 et 2013 par des investisseurs internationaux contre l'État espagnol, 60 000 familles ont perdu l'épargne qu'elles avaient investie dans les énergies renouvelables. Ceci a créé une certaine insécurité juridique sans précédent dans le pays, pour les citoyens, les investisseurs et les compagnies d'électricité. Cela a également conduit à la perte de 30 000 emplois dans le secteur des ENR.

Cependant, cette transition a été facilitée par un mix électrique dans lequel les ENR occupent une place relativement importante.

Alors que 36 % de l'électricité était renouvelable en 2016, *Red Eléctrica de España* (REE, compagnie électrique espagnole) a annoncé que 45,8 % de l'électricité consommée en Espagne au premier semestre 2018 était renouvelable ¹¹. Cette hausse est due au développement des énergies renouvelables en Espagne ainsi qu'aux conditions météorologiques optimales en ce début d'année.

Mix énergétique espagnol (2016)



11. <http://www.ree.es/en/press-office/press-release/2018/07/wind-power-leading-source-electricity-generation-january-june-2018>

2 Démocratiser l'accès à l'énergie

IMAGINER UN TARIF SOCIAL DE L'ÉNERGIE

Les deux enquêtes ont permis d'identifier un problème majeur à Cadix : le très fort taux de précarité énergétique.

Depuis plusieurs années, de nombreux citoyens et mouvements réclamaient la mise en place d'un tarif spécial de l'énergie pour les familles les plus démunies. En octobre 2015, le conseil municipal approuve cette décision et crée un second groupe de travail, la MCPE¹² (Table ronde pour la lutte contre la précarité énergétique) pour déterminer les modalités de mise en œuvre de ce tarif.

Comme pour la MTEC, la MCPE est permanente et fonctionne de façon horizontale, par consensus. **Elle regroupe des :**

- citoyens ;
- organisations de défense des droits de l'Homme qui demandaient son adoption depuis des années (associations qui aident les familles en difficulté à payer leurs factures : *Caritas, Croix Rouge* etc.) ;
- membres du département des affaires sociales ;
- représentants politiques de tous les partis (sauf du parti populaire)
- salariés d'*Eléctrica de Cádiz* ;
- personnes en situation de précarité énergétique.

ÉLABORER LA PROPOSITION

Le tarif a été imaginé par la MCPE. Alors que le tarif social national correspond à une réduction de 25 % de la facture énergétique, la MCPE a décidé que celui de Cadix prendrait la forme d'un tarif réduit pour permettre à chaque famille d'avoir une vie décente. Une étude a donc été réalisée pour déterminer les besoins énergétiques des familles les plus vulnérables. Celle-ci a été réalisée par le collège technique des ingénieurs et a intégré les suggestions d'un certain nombre de rapports techniques et juridiques. Le dispositif serait financé à 50 % par l'entreprise et à 50 % par le conseil municipal.

La participation à une formation sur l'efficacité énergétique a été définie comme prérequis pour bénéficier de cette subvention.



La proposition a ensuite été soumise au vote des directeurs d'*Eléctrica de Cádiz*. À cette époque, malgré opposition du *Partido Popular* et d'*Endesa, Eléctrica de Cádiz*, la municipalité et la MCPE ont travaillé ensemble pour permettre la mise en place de ce tarif spécial. C'est la première fois qu'un tel tarif est imaginé en Espagne.

Ainsi, une famille de 4 personnes en situation de précarité énergétique (2 adultes et 2 enfants) devrait avoir droit à :

- 28,50 € de réduction (contre 12,95 € avec le programme national)
- Une aide pour comprendre les spécificités de sa facture
- Une formation pour comprendre comment utiliser mieux et moins d'énergie

Au final, elle pourrait voir sa facture énergétique baisser jusqu'à 80 %.

Dans les derniers six mois, 800 familles ont reçu une aide directe.



Pourquoi mettre en place un tarif social à Cadix, alors qu'il en existe déjà un au niveau national ?

En Espagne, il est possible de bénéficier, sous condition de ressources, d'une réduction de 25 % de sa facture énergétique.

Pourtant, entre 2009 et 2017, 80 % des familles de Cadix n'étaient pas éligibles au tarif social national. Celui-ci ne concerne en effet que certaines compagnies privées, telles qu'*Endesa* et *Iberdrola*. Or, la majorité des habitants de Cadix se fournissent auprès d'*Eléctrica de Cádiz*, la compagnie historique.

Ce nouveau tarif a ainsi vocation à s'appliquer aux citoyens se fournissant auprès d'*Eléctrica de Cádiz*, il concernerait environ 2 000 familles par an.

12. MCPE : Mesa contra la Pobreza Energética



Contraintes juridiques

Contrairement aux entreprises nationales qui peuvent traduire le tarif social en une baisse de leur tarif (car elles bénéficient d'une convention), il est légalement impossible pour *Eléctrica de Cádiz* de modifier ses tarifs. L'aide se matérialisera donc sous la forme d'un don volontaire des bénéficiaires, un peu comme un chèque énergie. Aujourd'hui, le tarif a été approuvé par la municipalité, il reste cependant quelques barrières réglementaires à franchir.

ACTIONS COMPLÉMENTAIRES

En plus du tarif social, la Ville et le MCPE ont mis en place – en collaboration avec la compagnie d'électricité locale – un programme d'urgence contre la précarité énergétique sur une période de 6-9 mois qui s'est décliné en plusieurs actions très encourageantes :

- des formations à destination de 15 nouveaux conseillers énergie habitat / entreprise – moitié d'entre eux travaillent désormais pour la Ville à conseiller, former et accompagner les familles en situation de précarité énergétique ;
- l'optimisation de contrats énergétiques pour 782 familles (soit de 20 % à 50 % d'économie sur les factures énergétiques) ;
- 110 ateliers d'éducation à l'énergie : 1 400 habitants y ont participé
- 180 familles conseillées à domicile
- une semaine de la culture énergétique (ateliers, débats, conférences)
- 8 chômeurs formés pour devenir conseiller énergie

Actuellement, la Ville et le MTEC travaillent au développement d'une campagne « **d'alphabétisation** » **énergétique populaire**. Chaque semaine, les participants du MTEC se rendent dans un quartier pour animer des débats sur les économies d'énergie, en collaboration avec d'autres acteurs locaux (ONG, associations de quartier, groupes de femmes etc.). L'objectif est non seulement d'aider les participants à économiser de l'argent (baisse des factures), mais également de développer une culture de la consommation d'énergie socialement et écologiquement responsable, tout en encourageant les citoyens à être acteurs de la transition énergétique.

L'ensemble de ces actions a vocation à inciter les individus à remettre en cause le modèle énergétique traditionnel.

D'ici 2019, le gouvernement prévoit également d'élaborer une feuille de route pour l'énergie durable à Cadix, et ce grâce à un processus participatif.

3 Développer les emplois verts

En octobre 2017, l'entreprise Torrot a annoncé sa décision d'ouvrir une usine de production de vélos électriques à Cadix afin de bénéficier de l'électricité 100 % renouvelable proposée par *Eléctrica de Cádiz*. L'investissement représente un montant de 12 millions d'euros. La production devrait démarrer fin 2018 et permettre dans un premier temps la création de 100 emplois, puis de 100 supplémentaires par la suite (emplois directs et indirects). Sachant que le taux de chômage est très élevé, cela représente un signal positif pour la ville.

ZOOM : Cadix avance en réseau, avec d'autres villes « engagées »

1

Les « Villes pour une transition énergétique juste et démocratique »

Cadix fait partie d'un groupe de cinq villes pionnières en Espagne, aux côtés de Saragosse, Pampelune, Madrid et Barcelone. Elles sont dirigées par des plateformes citoyennes arrivées au pouvoir en 2015 et travaillent ensemble sur les questions énergétiques. **Leur postulat est triple :**

- le modèle énergétique actuel, basé sur les énergies fossiles et sur l'énergie nucléaire, est dangereux pour la planète et ses habitants ;
- il est urgent d'enclencher une transition énergétique qui soit juste et démocratique : les citoyens doivent être au centre des démarches et participer activement aux changements ;
- les villes ont un rôle très important à jouer dans ces démarches.

Ces villes ont mis en place des démarches plus ou moins semblables : elles achètent de l'électricité 100 % renouvelable, combattent la précarité énergétique, encouragent l'auto consommation et l'autoproduction d'électricité, valorisent les économies d'énergie et l'efficacité énergétique.

Elles se désignent comme les villes pour une transition énergétique juste et démocratique. Le 26 juin 2018, elles publiaient un communiqué ¹³ commun pour présenter leurs projets, demander une évolution du cadre réglementaire et inciter d'autres villes à les rejoindre.

2

Les Fearless Cities : « Democracy was born at local level, and that's where we can win it back » ¹⁴

En 2017, sur invitation de Barcelona en Comu ¹⁵, près de 700 personnes du monde entier (maires, élus et citoyens) se sont réunis à Barcelone lors du premier congrès des Fearless Cities. Cette initiative a été reconduite en 2018. L'objectif était de réunir les villes qui « se mobilisent pour défendre les droits de l'homme, la démocratie et le bien commun ».

Changements climatiques, question migratoire, droits des femmes ou discriminations, les thèmes abordés étaient nombreux, mais toujours avec le même objectif : démontrer le potentiel des villes pour résister à la haine et stimuler les transitions en construisant des réseaux mondiaux de solidarité entre les mairies et les citoyens.

Cet événement regroupe ainsi des villes appartenant au mouvement municipaliste (dont Cadix), avec Barcelone comme chef de file.

13. Communiqué disponible ici (espagnol) : <https://www.energias-renovables.com/ahorro/bcn-cadiz-madrid-pamplona-y-zgz-se-20180626>

Vidéo disponible ici (espagnol) : <https://www.youtube.com/watch?v=yqplr7chUZ8>

14. Fearless Cities : <http://2017.fearlesscities.com/about-fearless-cities/>

15. Plateforme citoyenne au pouvoir dans la Ville de Barcelone



Le municipalisme ¹⁶

À l'heure où les défis sociaux, économiques, écologiques et politiques s'entrecroisent, le mouvement municipaliste se caractérise par la conviction que les municipalités peuvent jouer un rôle central dans la transition vers de nouvelles formes de société qui soient libres, égalitaires, résilientes et démocratiques.

Le terme est ancien mais est remis au goût du jour dans les années 1980 par le militant et essayiste américain Murray Bookchin. Ce dernier prône le « municipalisme libertaire ». Il s'agit d'un système basé sur l'auto gestion, où les gouvernements municipaux se fédèrent entre eux pour éviter que le pouvoir ne se concentre dans les mains d'une seule personne. L'objectif est de permettre aux individus de se réapproprier les institutions pour refonder la démocratie.

Aujourd'hui, il existe deux grandes expériences municipalistes :

* Le municipalisme oriental

Il regroupe des expériences mises en place par les populations kurdes d'Irak, de Syrie, d'Iran et de Turquie. Dans une région où l'État Islamique est très puissant et où la guerre civile ravage la Syrie, des expérimentations prônant l'autogestion et l'égalité femmes-hommes voient le jour. Des villes et villages essaient de se fédérer et d'organiser une lutte commune. Au départ indépendantiste, le mouvement prend désormais un virage municipaliste.

* Le municipalisme espagnol

Dans le prolongement du mouvement des Indignés, des plateformes citoyennes arrivent au pouvoir en 2015 dans certaines villes espagnoles. Elles mettent en avant la relocalisation de l'économie, la réappropriation de la gouvernance, la justice sociale etc. L'objectif est de créer des solidarités plutôt que des clivages et de créer du lien entre toutes les initiatives.

Né en Espagne et avec Barcelone comme chef de file, ce mouvement de villes s'internationalise, notamment par le biais du réseau des *Fearless Cities*.

➔ Pour plus d'informations

Sites internet

- Mairie de Cadix : http://institucional.cadiz.es/portada_2017
- Fearless Cities : <http://fearlesscities.com>

Articles

- Energy tables in Cádiz, Spain – The municipalist drive for a fair and participatory energy transition : <http://www.energy-democracy.net/?p=1121>
- Fighting energy poverty in Cádiz : <https://www.opendemocracy.net/tni/julio-camacho/tc-cadiz-energy-poverty>
- Eléctrica de Cádiz se convierte en la mayor comercializadora nacional por usuarios que vende "energía 100% renovable" : <https://www.diariobahiadecadiz.com/noticias/cadiz/electrica-de-cadiz-se-convierte-en-la-mayor-comercializadora-nacional-por-numero-de-usuarios-que-vende-energia-100-renovable>
- Cadiz's energy transition links environmental and social goals – Roundtable on the Energy Transition in Cádiz : <http://transformativecities.org/atlas-of-utopias/atlas-20>

16. Conférence « Les villes peuvent-elles changer le monde ? Le municipalisme, entre transition écologique et expérimentation démocratique » (2017), Jonathan Durand Folco. Accessible ici : <http://villededemain.grenoble.fr/kiosque-ville-de-demain-2111>

GRENOBLE, LABORATOIRE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

— France



Points clés

Depuis 2014, un maire écologiste portant de fortes ambitions énergétiques est à la tête de ville. Il œuvre à la transformation de Grenoble en véritable *Ville en Transition*, et ce de façon la plus démocratique possible.

Alors que certaines villes se focalisent sur le développement de quelques actions phares, Grenoble se place en laboratoire urbain et met en place un foisonnement d'initiatives en lien avec la transition démocratique. Il s'agit de favoriser à la fois l'émergence d'initiatives citoyennes, mais aussi l'implication d'un large spectre d'acteurs dans les actions portées par la municipalité.

L'objectif est de tester de nouvelles méthodes et approches au niveau de la ville afin de les voir essaimer à plus grande échelle. Pour cela, les agents municipaux témoignent de réelles capacités de remise en question et d'adaptabilité leur permettant de réinventer continuellement la *Ville en Transition*.

UNE CULTURE DÉMOCRATIQUE FORTE

De tradition socialiste, la Ville de Grenoble a toujours été le terreau d'expérimentations démocratiques et associatives variées. Elle a acquis une renommée importante à ce sujet pendant les 30 Glorieuses, alors qu'elle était, aux mains d'Hubert Dubedout ¹⁷. De nombreux articles font référence à cette époque comme le « *mythe grenoblois* », en raison des multiples innovations scientifiques, technologiques mais surtout politiques qui ont été expérimentées. De grands travaux d'urbanisme et des politiques de mixité sociale sont alors mis en œuvre, l'objectif étant de favoriser l'apparition d'une démocratie plus participative : développement des unions de quartier, travail étroit avec les associations afin de dynamiser la vie municipale (essentiellement dans le domaine culturel). Les associations sont également sollicitées pour gérer des équipements et collaborer à la réalisation de grands projets. Selon Jonathan Durand Folco ¹⁸, les expérimentations menées par la Ville à cette époque s'inscrivent dans le mouvement municipaliste ¹⁹.

Trente ans plus tard, à l'issue des élections municipales de 2014, remportées par le *Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes* (EELV, PG et alliés), Éric Piolle devient le premier maire écologiste français d'une ville de plus de 100 000 habitants. Les ambitions écologiques et démocratiques portées par la nouvelle municipalité sont fortes et s'inscrivent dans la lignée des actions menées par Hubert Dubedout. L'objectif est de favoriser l'apparition de la *Ville en Transition*.

Le concept de transition regroupe à Grenoble quatre réalités et doit être compris dans ses dimensions : sociale, économique, environnementale et démocratique.

Du 8 au 16 mars 2019, la Ville organisera pour la seconde fois la *Biennale des Villes en Transition*, visant à encourager les quatre transitions, et plus particulièrement l'axe démocratique. Cette même semaine, les *Rencontres Nationales de la participation* auront également lieu à Grenoble, les 11, 12 et 13 mars ²⁰. La thématique retenue cette année est « l'innovation démocratique au service des territoires ».

La notion de transition démocratique repose sur l'idée que la démocratie ne peut pas vivre seulement lors des élections municipales, soit une fois tous les 6 ans. Il s'agit alors de trouver d'autres manières de faire intervenir les citoyens dans l'action publique pour faire exister la démocratie entre deux échéances municipales et refonder l'action municipale.

L'objectif est donc double, renforcer le pouvoir d'action des habitants pour favoriser l'émergence de projets nouveaux et être plus en phase avec leurs attentes, mais également améliorer et enrichir l'action publique.



17. Socialiste, maire de Grenoble entre 1965 et 1983.

18. Docteur en philosophie de l'Université Laval et professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul d'Ottawa, il est notamment auteur d'une thèse intitulée « L'écologie politique de la ville : vers une démocratie urbaine, délibérative et écologique » et d'un essai, « À nous la ville ! Traité de municipalisme ».

19. Pour plus d'informations sur le mouvement municipaliste : cf fiche Cadix.

20. <http://www.rencontres-participation.fr/page/64926-accueil20>

Faire de Grenoble un véritable laboratoire urbain

Face aux enjeux climatiques et énergétiques actuels, la Ville de Grenoble met en place différents outils afin d'enclencher la transition environnementale. Afin de rendre celle-ci la plus démocratique possible, la municipalité teste différentes approches pour impliquer les citoyens et les différentes parties prenantes.

1 Soutenir les initiatives citoyennes

En premier lieu, la Ville cherche à soutenir les initiatives citoyennes. L'objectif est de valoriser, soutenir et accompagner les projets, en accord avec les ambitions de la Ville, portés par les citoyens. La démarche principale s'intitule « Grenoble, ville citoyenne ». Elle vise à favoriser la transition démocratique. Elle a pour objectif d'ouvrir des espaces de démocratie locale aux citoyens, de leur laisser de la place pour s'exprimer librement, sans les guider sur un sujet spécifique. Pour cela, la Ville a mis en place trois outils principaux qui sont :

LE BUDGET PARTICIPATIF

Il s'agit d'un dispositif permettant aux résidents grenoblois (dès 16 ans) de décider de l'affectation d'une partie du budget d'investissement de la Ville, sur la base de projets proposés par les citoyens. Les projets sont soumis au vote des habitants et étudiés par la Ville, ceux remportant le plus de suffrage seront réalisés. Le budget participatif représente une enveloppe de 800 000 € / an. Le Forum des idées, journée au cours de laquelle les habitants peuvent échanger avec les personnes portant un projet dans le cadre du budget participatif et voter pour leur proposition favorite, a réuni en avril 2018 un total de 1 123 participants, soit 310 de plus qu'en 2017.

LES CONSEILS CITOYENS INDÉPENDANTS

Ce sont des groupes de citoyens réunissant jusqu'à 20 habitants volontaires et 20 habitants tirés au sort, parmi les résidents de plus de 16 ans. Ils ont comme objectif d'initier des projets économiques, de coanimer le débat public, de mener des actions de solidarité. Ils peuvent interpellier la Ville par des questions ouvertes lors du conseil municipal.

L'INTERPELLATION ET LA VOTATION D'INITIATIVE CITOYENNE

Il s'agit de la possibilité donnée aux résidents grenoblois de plus de 16 ans d'interpeller le Conseil Municipal par le biais d'une pétition. Si celle-ci reçoit plus de 2 000 signatures, elle doit être automatiquement débattue. Toute pétition n'ayant pas été retenue par le Maire doit être portée à l'avis des citoyens dans le cadre d'une votation citoyenne organisée au moins une fois par an. Si celle-ci reçoit 20 000 votes elle sera automatiquement mise en œuvre.



Contraintes juridiques

Le 24 mai 2018, le tribunal administratif de Grenoble a rendu un arrêt – à la demande du Préfet de l'Isère – annulant le dispositif d'interpellation et de votation citoyenne. La Ville de Grenoble a fait appel de cette décision. Alors que les citoyens demandent davantage de démocratie et de pouvoir de décision, certaines villes prêtes à tenter des expérimentations voient leurs dispositifs annulés. Au-delà des problématiques propres à la transition énergétique, les initiatives de démocratie participative mises en place questionnent plus largement les pratiques.

Dans ce contexte, une quarantaine de personnes, dont le maire de Grenoble, ou encore les adjoints aux maires de Rennes, Nantes, Paris et Metz ont signé une tribune dans Libération le 1^{er} juin 2018²¹ visant à réclamer un droit d'expérimentation pour favoriser la démocratie locale.

21. http://www.liberation.fr/debats/2018/06/01/donnons-aux-citoyens-le-droit-d-interpellation_1655882

22. Entretien avec Pierre-Loïc Chambon, le 29 juin 2018

Il n'est dans ces dispositifs pas question de guider les thèmes qui seront soulevés par les citoyens. La transition énergétique n'apparaît pas comme un prérequis. Pourtant, il s'avère qu'un certain nombre de projets proposés portent sur la transition écologique et énergétique. D'après Pierre-Loïc Chambon, directeur de projet démocratie participative à Grenoble, le budget participatif est ainsi un « bon baromètre pour voir les sujets qui intéressent les citoyens »²².

Parmi les nombreux projets proposés par les citoyens lors du budget participatif 2018, un certain nombre d'entre eux touchent à la transition énergétique. C'est par exemple le cas de celui portant sur les cool roofs (peintures réfléchissantes pour isolation thermique). De même, certains conseils de quartier ont souhaité travailler sur le thème des îlots de chaleur.

Ces projets témoignent à la fois de l'intérêt envers les questions énergétiques, mais également d'une certaine culture vis-à-vis de ces questions : les citoyens sont renseignés, lisent des publications, ont des connaissances techniques, sont engagés ...

Par ailleurs, **la Ville de Grenoble soutient, autant que possible, et valorise les initiatives locales**. C'est par exemple le cas des actions portées par *Energ'Y Citoyennes*, projet coopératif d'investissement citoyen dans l'énergie solaire sur le territoire grenoblois. À son lancement en 2016, la municipalité et la métropole ont choisi de soutenir le projet en achetant des parts

dans la société (sans pour autant devenir actionnaires majoritaires) et en mettant à disposition des toitures de bâtiments municipaux.

De même, Grenoble cherche à valoriser l'action des citoyens qui s'engagent dans des initiatives démocratiques. Un **certificat d'action citoyenne** a été instauré par Sciences Po Grenoble en partenariat avec la Ville. Il s'agit d'une reconnaissance universitaire des compétences acquises par les citoyens lors de leur implication citoyenne. La formation est composée d'enseignements théoriques (journée socle, modules, conférences, lecture d'ouvrages) ainsi que d'un module de valorisation de l'engagement citoyen (centré sur la conduite de projet). Après une première année d'expérimentation avec une dizaine de citoyens volontaires issus des conseils citoyens indépendants, la Ville a souhaité pérenniser ce dispositif et l'ouvrir plus largement à l'ensemble des membres des instances citoyennes grenobloises (conseils citoyens indépendants, unions de quartier, tables de quartier) ainsi qu'aux membres les plus impliqués (bureau) dans le fonctionnement des associations grenobloises. La deuxième promotion a démarré en novembre 2018. L'essentiel du coût de cette formation est couvert par la Ville²³.

Enfin, en lien avec le CNFPT²⁴, la Ville forme chaque année 15 agents municipaux à la démocratie participative afin de permettre un meilleur accompagnement des dynamiques.

2 Impliquer les citoyens dans les actions municipales

En parallèle du soutien accordé aux initiatives locales, la Ville de Grenoble cherche également à impliquer les différents acteurs du territoire dans ses propres actions.

En 2016, elle a ainsi lancé une plateforme nommée « **Grenoble, ville de demain** ». Composée de différents outils, celle-ci cherche à répondre à la question « *Comment fait-on la ville en transition ?* ». L'objectif est de lancer une dynamique s'incarnant à la fois par des rendez-vous ainsi que par une communauté. Contrairement aux initiatives précédentes, les actions ici ne sont pas guidées par les citoyens mais imaginées par la municipalité qui tente d'y investir les différents acteurs.

Les thématiques traitées sont des thématiques nouvelles mais aussi des plus anciennes qui ne peuvent être gérées par les services classiques de la Ville. Elles requièrent de nouvelles méthodes, il s'agit ainsi de travailler de façon collaborative et de re-questionner le schéma classique de la subvention en associant des partenaires à géométrie variable, notamment : la Ville de Grenoble, des partenaires locaux historiques tel GEG²⁵, des acteurs externes qu'ils soient académiques (Université, Grenoble École de Management etc.) ou économiques (volonté de développer davantage de partenariats avec ces derniers).

La plateforme regroupe aujourd'hui une équipe de quatre personnes. Aucune n'est dédiée à plein temps à son animation. Parmi les outils et actions mises en place, aucun n'est spécifiquement dédié à la transition énergétique, hormis le programme *City-zen*. Pour les autres, il s'agit de traiter la transition énergétique de façon transversale.

Cette plateforme témoigne d'une réelle volonté de tester de nouvelles méthodes et de faire évoluer les pratiques, pour cela une échelle restreinte permet de garder de la maîtrise sur les actions et une certaine flexibilité. Elle résulte d'une commande politique forte de la Ville de Grenoble qui voulait pouvoir faire évoluer ses pratiques en interne en bénéficiant des retours de cette plateforme. Pour toutes ces raisons, il a été décidé que la plateforme resterait à l'échelle municipale mais avec l'espoir que les différentes réalisations puissent permettre d'essaimer à plus grande échelle.

25. GEG : Gaz Électricité de Grenoble. Il s'agit d'une société d'économie mixte locale qui produit des énergies renouvelables, exploite des réseaux de distribution de gaz et d'électricité, vend de l'électricité, du gaz, de la chaleur, et propose des services d'éclairage. La Ville de Grenoble est actionnaire majoritaire, et Vincent Fristot (adjoint Urbanisme, Logement Habitat et Transition Énergétique) en est le Président.

CITY-ZEN

Un projet européen emblématique



Lancé en 2014, **City-zen** est un projet européen associant les villes d'Amsterdam (Pays-Bas) et Grenoble pour développer des innovations de la « ville intelligente et durable » en matière de rénovation énergétique des logements, de réseaux de chaleur et de froid ainsi que de Smart Grid. La particularité de ce projet est la volonté de chercher à impliquer tous les acteurs dans le processus, qu'ils soient publics, économiques, industriels, privés ou citoyens.

Dans ce projet, la participation citoyenne est pensée selon trois axes.

1. Rénovation thermique des habitations

Il s'agit de mettre en place des ateliers et animations afin de travailler avec toutes les parties prenantes sur les questions de rénovations thermiques des habitations. L'accompagnement porte sur les bailleurs sociaux, les copropriétés et les habitants.

2. Suivi de la consommation énergétique

La Ville de Grenoble participe au défi « École à énergie positive ». Le projet *City-zen* permet, avec quelques écoles, d'aller plus loin en proposant une instrumentation. Les écoliers suivent la consommation de leur classe et un travail est instauré dans la durée, associant les enseignants, les écoliers, des techniciens de la Ville etc.

Cette instrumentation a concerné une école en 2016-2017 et quatre écoles en 2017-2018. La première année, les retours ont été très positifs, les enfants s'approprièrent très bien le défi, la sensibilisation était très forte, d'autant plus que les écoles permettent de brasser différentes couches de la population. Un des objectifs du défi était la diffusion des bonnes pratiques dans les familles.

L'engouement a été moins marqué la deuxième année ; la question se pose de savoir si le dispositif (la partie instrumentation) sera reconduit pour la rentrée 2018 ²⁶.

3. Prise en main de nouveaux outils

La métropole a récemment lancé une plateforme numérique, *Métro Énergie* ²⁷, permettant à chaque citoyen de consulter ses consommations de gaz, électricité, chauffage urbain et eau, de bénéficier de conseils et informations pour inciter les utilisateurs à consommer moins et mieux et de réduire leur facture énergétique.

Cette plateforme est en phase d'expérimentation dans un quartier de Grenoble (La Tronche). Elle est développée et soutenue par de nombreux acteurs du territoire (GEG, ALEC, projet *City-zen* etc.), l'objectif étant de sensibiliser par le biais d'ateliers, de défis, d'informations ludiques, de comparaisons etc.

LA FABRIQUE

Concertation



Afin d'impliquer différemment, des « Fabriques » ont été mises en place autour de thématiques spécifiques. Chaque fabrique regroupe, pendant trois heures, une quarantaine de personnes issues du monde de la recherche, d'institutions, de la société civile et du monde économique, avec l'objectif d'énoncer des pistes de travail pour le territoire grenoblois. Les îlots de chaleur urbains et l'adaptation au changement climatique sont les deux thèmes traités qui entrent dans le champ de la transition énergétique.

26. Lors de l'entretien du 30 juillet 2018 la question n'était pas encore tranchée.

27. <https://www.lametro.fr/621-metro-energies.htm>

GRENOBLE CIVICLAB

Coconstruction de projets



Grenoble CivicLab est une démarche ouverte de co-conception d'outils numériques (web, appli, dispositifs électroniques ...) visant à accompagner les changements de comportements sur le territoire de l'agglomération grenobloise et à développer de nouveaux usages de la ville dans un contexte de transitions économiques, sociales et environnementales.

Ce dispositif, initié par l'ancien directeur de la mission « Ville de demain », fonctionne par appel à projets. Cinq défis à relever sont identifiés par la Ville, en lien avec des besoins du territoire. Ces défis sont ensuite soumis aux habitants qui sont invités à proposer des prototypes axés sur les besoins et la participation des usagers.

Pour cela, différents outils, méthodes sont mis à la disposition des participants : ateliers (business model pitch, prototype ...), matériel (capteurs de pollution, sessions au *FabLab* etc.), accès facilité aux données numériques locales (données publiques, consommation énergétique etc.) et la mise en relation des participants avec des experts et personnes intéressées par leur projet.

Les partenaires sont variés – par exemple l'École de Management, *Orange* ou *Kiss Kiss Bank Bank* (plateforme de crowdfunding) – ce qui permet de tester différentes approches d'accompagnement.

Cependant, l'objectif de ce Lab n'est pas tant le prototype numérique final mais plutôt la démarche en elle-même.

Le site internet du *CivicLab* résume ainsi l'initiative : « *L'ambition étant tout autant de faire émerger des applications de services urbains que de mobiliser largement dans le cadre d'une démarche d'innovation économique et sociale.* »

En 2018, un défi sur les cinq proposés portait sur l'énergie. Il avait pour thème « *l'énergie comme support à échanges de proximité* ». La thématique de l'énergie a été pensée par l'équipe du Lab, celle-ci est allée chercher GEG, partenaire historique de la Ville de Grenoble, en lui proposant de réfléchir à un challenge à proposer. C'est ainsi qu'est né ce défi.

Cependant, alors que les quatre autres défis ont connu un beau succès, très peu de candidats ont participé au défi énergie, et aucun ne répondait vraiment à la problématique posée. Selon Nathalie Moyon ²⁸, responsable du projet *City-zen* et en charge des questions énergétiques pour la mission *Ville de demain*, la transition énergétique n'est pas une thématique qui parle suffisamment aux habitants. Une partie de la population est déjà très sensibilisée et susceptible de proposer des projets (comme celui des cool roofs dans le cadre du budget participatif), mais, pour le reste des habitants, cette thématique ne mobilise pas suffisamment. Tout l'enjeu est de **distiller la transition énergétique dans les outils traditionnels de la Ville afin de permettre une mobilisation large, plutôt que de développer un outil spécifique.**

Mobiliser les acteurs traditionnels



Les thèmes qui mobilisent le plus autour de la transition énergétique sont le vélo et l'agriculture urbaine. Hormis cela, les sujets qui préoccupent le plus relèvent plus de questions sociales comme l'accèsion aux droits de base ou la violence faite aux femmes.

L'enjeu est d'utiliser les canaux traditionnels pour sensibiliser et associer les citoyens à la construction des politiques de transition énergétique. Pour cela, la Ville de Grenoble travaille avec ses structures historiques pour atteindre au maximum la population.

Tout d'abord le **CCAS** (Centre Communal d'Action Social) qui s'est saisi des questions de précarité énergétique, un problème important à Grenoble, en développant une plateforme qui vise à aider les ménages à réduire leur consommation énergétique.

Les **maisons des habitants** ²⁹ qui sont confrontées au problème du retour à l'emploi des femmes. Pour faciliter celui-ci, diverses actions ont été mises en place, notamment des formations permettant aux femmes de réapprendre à faire du vélo. L'angle d'approche initial n'est ici pas la transition énergétique, mais cette mesure l'impacte de façon indirecte.

28. Entretien avec Nathalie Moyon le 30 juillet 2018

On observe donc une double dynamique engagée à Grenoble. Il s'agit d'un côté de proposer des outils aux citoyens afin qu'ils puissent faire remonter et participer au traitement des sujets qui les préoccupent. De l'autre, il s'agit de créer des espaces permettant aux citoyens d'aider la Ville à répondre à des problématiques données, telles que l'évolution démographique, la justice sociale, la transition énergétique, la nature en ville, l'urbanisme durable, les mobilités douces, l'économie du partage, les circuits courts, les nouvelles solidarités ou encore le boom du numérique.

Selon Pierre-Loïc Chambon, la volonté de donner plus de pouvoir aux citoyens se traduit par des changements importants pour le trio citoyens / services / élus.

Jusqu'alors relativement passifs, les citoyens sont désormais beaucoup plus actifs dans les démarches municipales, leur posture pouvant dans certains cas aller jusqu'à la coconstruction. Pour les services, l'enjeu est de quitter le monopole de l'expertise, et de passer de la posture d'initiateur de projets à celle d'accompagnateur des citoyens. Enfin, les élus voient également leur rôle changer, ils deviennent de plus en plus les garants des règles du jeu. La Ville devient finalement un acteur parmi d'autres et se place de plus en plus en facilitateur de projets.

Dans le domaine de la transition énergétique, comme en témoignent les premières conclusions de l'étude des actions mises en place par la plateforme *Grenoble, ville de demain*, il est difficile de mobiliser l'ensemble de la population à Grenoble. Nathalie Moyon explique ainsi que le danger réside dans le fait que seules les personnes déjà sensibilisées et investies prennent part aux démarches ciblées exclusivement sur la transition énergétique. Selon elle, l'enjeu est de sensibiliser par les moyens traditionnels, tout en continuant à tester de nouvelles approches, d'autant plus que la réflexion autour des thématiques énergétiques et participatives est récente. Il y a « des habitudes à trouver, mais il y a aussi des choses qui doivent se réinventer en permanence ».



Pour plus d'informations

- Ville de Grenoble : <http://www.grenoble.fr/30-vie-municipale.htm>
- Plateforme *Grenoble, ville de demain* : <http://villededemain.grenoble.fr>

M-LAB, COPRODUCTION ET EXPÉRIMENTATION EN GRANDEUR RÉELLE

— Maastricht, Pays-Bas



Points clés

L'histoire du *M-Lab* débute en 2012 alors que la Ville de Maastricht doit faire face à l'absence de croissance démographique et économique. La municipalité apporte une réponse innovante en créant un *Urban Lab* pour répondre aux défis majeurs de la ville en lien avec le développement urbain et le devenir des bâtiments vacants.

Cette initiative municipale se distingue par sa volonté d'impliquer au maximum les habitants. Pour cela, la co-création et l'apprentissage collectif sont définis comme principes fondateurs. Alors qu'à son lancement tous les projets portés par le Lab étaient d'origine municipale, la Ville va petit à petit faire évoluer sa position pour laisser davantage de place aux citoyens, tester d'autres formes de collaboration et réfléchir à de nouveaux modes de gouvernance.

Le *M-Lab* constitue aujourd'hui un espace porteur de nouvelles opportunités pour les citoyens, permettant de mettre en place des projets en phase avec les attentes de la Ville et de ses habitants.

UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN À BOUT DE SOUFFLE

Ancienne ville industrielle (verre, céramique, papier, ciment), Maastricht connaît son heure de gloire pendant la révolution industrielle. Jusqu'au début du 21^e siècle, la croissance économique de la ville était tirée par de grands chantiers de travaux publics-privés.

Le vent tourne cependant en 2007 lorsque la crise économique frappe de plein fouet la ville. La crise financière qui suivra va complexifier la situation. Alors qu'un certain nombre de bâtiments étaient en travaux, les crises ont fait fuir de nombreux investisseurs, provoquant une forte diminution des partenariats publics-privés et l'arrêt prématuré de nombreuses constructions. En parallèle, alors que la croissance ralentit fortement, la ville doit faire face à une forte crise démographique. Entre 2000 et 2012 la population diminuait tous les ans, la ville compte aujourd'hui 122 000 habitants.

En 2010 un nouveau parti gagne la municipalité, le VVD³⁰. L'objectif de cette majorité est alors de stimuler la transition vers de nouveaux modèles de développement urbains, de redynamiser la ville, notamment en favorisant la réhabilitation des logements vides, le développement local, l'usage temporaire, la flexibilité, la soutenabilité, la co-création ainsi que les initiatives *bottom-up*.

En l'absence de croissance démographique, l'enjeu majeur de la ville est de favoriser l'apparition de nouveaux modèles de développement urbain, sur le long terme, plus particulièrement en réhabilitant les nombreux espaces vacants, et ce, en impliquant les citoyens.



INSTAURER UN URBAN LAB POUR FACILITER LA COCRÉATION

L'idée de construire une plateforme physique entre les citoyens et la municipalité émerge peu à peu. En 2012, un groupe de recherche sur le développement de la ville est lancé, soutenu par le conseiller municipal au développement. Après de nombreuses recherches, rencontres et conférences, un Lab est créé pour prolonger la réflexion sur ces questions. Il est nommé Maastricht Lab (*M-Lab*) pour insister sur son caractère expérimental.

Il se définit comme étant « *an experimental space for new forms of urban planning* »³¹. Il repose sur la volonté de faire coïncider davantage l'action de la Ville en matière d'aménagement urbain avec les attentes des populations, pour mieux répondre à leurs besoins. Cette plateforme entre les citoyens et la municipalité doit favoriser la co-création et l'émergence de projets collectifs.

Le concept de co-création recoupe deux approches complémentaires :

- un processus de production transdisciplinaire de savoirs ;
- un nouveau mode de gouvernance dans lequel l'implication des citoyens et le partage du pouvoir sont des éléments clés.

Le *M-Lab* porte ainsi trois objectifs principaux :

- l'acquisition de connaissances mobilisables pour les projets portés par le *M-Lab* ;
- la possibilité de tirer des leçons des expérimentations (un bilan a été rédigé pour la plupart des expérimentations, le *Lab Journal*) ;
- l'évolution des cadres d'analyse utilisés par les acteurs.

L'élément clé est de permettre une **expérimentation à petite échelle, avec des formes et des concepts de participation portant sur le développement urbain et la gouvernance.**

30. People's party for freedom and democracy

31. Guidelines for Urban labs – p. 24



Qu'est-ce qu'un Urban Lab ?

Dans le cadre du projet européen *Urb@Exp*, le terme générique **Urban Lab** est utilisé pour faire référence à deux types de *Labs* qui connaissent actuellement un essor considérable : les *Living Labs* et les *City Labs*. Ils ont tous les deux pour objectif final d'impliquer toujours plus de personnes dans la recherche de solutions innovantes, en mettant en avant la cocréation et l'apprentissage collectif.

Les **Living Labs** placent l'utilisateur au centre de l'innovation. Il s'agit de le faire passer de la posture de consommateur à celle de contributeur, de l'engager activement dans les processus créatifs et évaluatifs de l'innovation et du développement.

Les *living labs* sont labélisés par l'organisation européenne *ENoLL (European Network of Living Labs)*, fondée en 2006. Elle compte aujourd'hui plus de 150 *Living Labs* actifs dans le monde entier (409 ont été labélisés en 11 ans ³²). Ceux-ci sont situés dans 20 des 28 pays de l'UE et sur tous les continents.

Les **City Labs** sont des dispositifs dans lesquels les institutions locales et autres parties prenantes cherchent à se familiariser avec de nouveaux moyens de relever les défis urbains et à y répondre par le biais de projets expérimentaux concrets. Ils ont pour objet l'apprentissage de nouveaux modes de gouvernance et la réflexion autour des modalités d'implication citoyenne.

Il est plus difficile d'estimer le nombre de *City Labs* présents dans le monde actuellement car il n'existe aucun réseau les recensant. Cependant, le phénomène gagne de plus en plus d'importance et un très grand nombre de villes européennes possèdent aujourd'hui un *City Lab*, de Barcelone (Espagne) à Malmö (Suède) en passant par Grenoble (France) ou Brême (Allemagne).

Ces nouveaux espaces apparaissent comme des expérimentations prometteuses pour favoriser l'apparition de nouvelles formes de gouvernance et faire face à la croissante complexité urbaine.

Position hybride

Afin d'en faire un réel espace d'innovation, il a été décidé à Maastricht que le Lab devrait bénéficier d'une position spéciale, à mi-chemin entre la Ville et les habitants. Il reste une initiative municipale mais tend à laisser une grande place à la société civile. Pour ce faire, quatre personnes travaillent actuellement dans le *M-Lab* : deux employés municipaux et deux personnes externes ont été recrutés afin d'épauler quelques heures par semaine la municipalité pour penser de nouvelles façons d'aménager la ville.

Cette double casquette permet de bénéficier d'un double carnet d'adresses mais également de confronter des méthodes et approches de travail différentes et complémentaires.

De même, pour renforcer sa position hybride et se placer partiellement en dehors du gouvernement municipal, il a été décidé que les locaux seraient situés hors des bâtiments municipaux et que le Lab disposerait de sa propre identité visuelle, site internet et page Facebook etc.

Les Labs, qui se placent totalement en dehors de la municipalité, sont de réels lieux d'expérimentation. Ils offrent ainsi la liberté de tester de nouvelles choses, de sortir des sentiers battus. Les Labs municipaux permettent quant à eux d'influencer directement les différents niveaux de responsabilité et d'augmenter la visibilité auprès des participants.

En se plaçant comme une alternative hybride entre ces deux positions, le *M-Lab* bénéficie d'une relativement **grande liberté d'action**, permet de proposer des alternatives au statu quo tout en bénéficiant d'une certaine visibilité et légitimité. Il bénéficie du soutien et de l'implication d'acteurs variés.

32. D'après le site internet, au 25 juillet 2018

FAIRE ÉVOLUER LE RÔLE DE LA VILLE POUR PERMETTRE PLUS D'IMPLICATION CITOYENNE

DE 2012 À 2014

Des projets municipaux portés par des citoyens

1 Objectifs de l'expérimentation

Le Lab a été lancé en 2012, initialement pour une durée de deux ans. Les projets étaient alors essentiellement proposés par la Ville, sur huit expérimentations menées, sept étaient d'origine municipale, la dernière constituait un appel à projets envers les citoyens et organisations locales.

Les projets retenus par la Ville possèdent trois caractéristiques :

- un focus spatial ;
- une composante innovante ou expérimentale qui ne pourrait pas être gérée qu'avec les structures gouvernementales classiques ;
- ils symbolisent des défis typiques auxquels doivent faire face les villes actuelles.

Tous les projets ont été identifiés par le *M-Lab*. La participation des citoyens relève de la co-création ; les organisations et les diverses parties prenantes ont participé sur la même base à la recherche de solutions.

LES 8 PROJETS portés par le M-Lab



LE PARC DU FUTUR

Imaginer, grâce à un processus participatif laissant place à la participation citoyenne et aux initiatives locales, à quoi ressemblerait le parc du futur.

NOUVELLE ZONE TAPJIN

Penser le plan de réaménagement d'une ancienne zone militaire, sachant que sa phase de redéveloppement va durer au minimum 10-15 ans.

ANCIENNE CASERNE DE POMPIER

Comment transformer, grâce à un processus co-créatif impliquant les utilisateurs finaux, une ancienne caserne de pompier en un espace pour les citoyens et entreprises ?

GRANDS BÂTIMENTS

Donner une deuxième vie aux grands bâtiments désaffectés en imaginant une gouvernance plus ouverte et en impliquant les acteurs locaux et le monde économique.

PROPRIÉTÉS INOCCUPÉES

Comment gérer l'excès de propriétés vacantes alors que l'offre de logement est supérieure à la demande ?

RUE PRINCIPALE

Réaménager l'une des grandes rues commerçantes, en travaillant en collaboration avec les propriétaires, les entrepreneurs, les gestionnaires de la ville et les autorités municipales.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Comment une école peut-elle rendre ses pratiques plus durables et neutres en CO₂ ? (consommation d'énergie, éducation et bâtiments collectifs)

APPEL OUVERT

Ce dernier projet est en réalité un appel à projet ouvert, à destination des habitants et des organisations locales. Le Lab partait du constat que, généralement, lorsque les habitants ont une idée pour la ville, il leur est difficile de la faire vivre, notamment parce qu'il n'existe pas d'espace au sein de la mairie susceptible de prendre en compte ces idées. La Ville a proposé pendant cette première phase des projets dans lesquels peuvent s'investir les habitants qui le souhaitent.

Les 7 premières expérimentations ont permis au gouvernement municipal de faire face à des défis urbains urgents et complexes de façon plus expérimentale qu'avec les structures préexistantes.

2 Groupe Gideon

Pendant cette première phase d'expérimentation, le Lab regroupait quatre types d'acteurs :

- l'équipe du *M-Lab* ;
- le groupe de pilotage *Gideonsbende* (Mot néerlandais signifiant « groupe de travail d'élite ») ;
- les participants à l'expérimentation ;
- des réseaux nationaux et européens partenaires.

L'équipe du *Lab* a bénéficié ainsi du soutien et des conseils du Groupe Gideon pour l'aider à réinventer les différents processus de développement urbain et discuter des enjeux principaux. Ce groupe est inspiré par le concept de *Transition Arena* de la méthode de Gestion de la Transition. Il est composé de 16 membres de divers horizons (personnes politiquement influentes et nouveaux acteurs de l'innovation), sélectionnés pour leur vision de long terme, leurs compétences individuelles et leurs expériences passées. Leur engagement se fait sur une base volontaire, ils doivent donc remplir les deux critères suivants :

- Accepter d'effectuer leurs missions bénévolement (ne pas être rémunéré)
- Être en capacité personnelle de participer (ne pas déléguer)

Pour chaque projet, deux membres étaient sélectionnés pour endosser le rôle de « gardien » et superviser l'avancement de l'expérimentation, s'assurer de son caractère expérimental et enrichir le contenu et les processus. De même, chaque projet possède son propre réseau de partenaires. Ces derniers ont été soit personnellement invités, soit sélectionnés suite à un appel à participants.



La méthode de Gestion de la Transition (Transition Management)

La Gestion de la Transition est une méthode qui a émergé en 2001³³, dans le cadre des débats précédant la mise en place du 4^e *National Environmental Policy Plan (NMP4)* aux Pays-Bas. Aujourd'hui, la méthode de Gestion de la Transition est portée par *DRIFT* (Pays-Bas), institut de recherche dans le domaine des transitions. Derk Loorbach est un des chercheurs de *DRIFT* ayant publié de nombreux articles sur ce sujet.

À ses débuts, la *Gestion de la Transition* mettait en avant un certain nombre de problèmes persistants dans la société. Des expérimentations concernant de nouveaux instruments, stratégies et actions ont par la suite été développées, l'objectif étant de remédier à ces problèmes et d'influencer la transition vers davantage de soutenabilité.

Cette approche est basée sur :

- La mise en synergie de précurseurs des domaines de la politique, des sciences, du business et de la société pour développer une compréhension partagée des défis complexes de transition
- Le développement de visions et stratégies communes de la transition
- L'expérimentation d'innovations sociétales stratégiques

L'objectif est de comprendre et analyser les dynamiques (actuelles et passées) de transition des villes vers des modèles soutenables. Il s'agit d'un outil puissant pour aider à conceptualiser et à faire face aux changements globaux nécessaires pour enclencher les transitions vers des villes durables. Cette méthode vise à articuler une vision de long terme avec des actions de court terme pour aider les personnes travaillant sur le développement urbain à comprendre la complexité de leur tâche et de celle du système qu'ils cherchent à changer et influencer.

Le concept de *transition arena*

Il s'agit d'un concept de base de la Gestion de la Transition, à la fois cadre d'analyse et « petit réseau de précurseurs avec des expériences différentes ». Les précurseurs sont sélectionnés sur la base de leurs valeurs sociétales, de leurs perspectives et des alternatives au statu quo qu'ils proposent, en termes d'idées, de pratiques ou de relations sociales.

La *transition arena* a pour objectif est de travailler, de façon participative, sur l'imaginaire associé à la transition. C'est en imaginant des futurs alternatifs plus durables et en les inscrivant dans nos représentations actuelles que la gestion de la transition cherche à influencer la transition vers des modèles soutenables.

33. Rotmans, R. Kemp, M. van Asselt, F. Geels, G. Verbong, K. Molendijk, *Transitions & Transition management: The Case for a Low Emission Energy Supply*, ICIS, Maastricht, 2001

1 Objectifs de l'expérimentation

En 2014, après deux années de fonctionnement, la Ville a décidé de renouveler l'expérience pour deux ans supplémentaires, mais cette fois-ci en laissant place à davantage de participation citoyenne. Il ne s'agit alors plus de se placer en initiateur des projets menés, mais de transférer le pouvoir d'agir aux citoyens et aux organisations locales en devenant ainsi partenaire et coordinateur des projets. Cela se concrétise par un appel à projets permanent.

L'objectif, comme le résume Sven Cimmermans³⁴, en charge de l'économie et de la culture au *M-Lab*, est d'aller à la rencontre des habitants et de leur dire : « *Nous sommes le Maastricht Lab et nous pouvons vous aider à mettre en œuvre votre projet* ». Il s'agit de se placer davantage dans un rôle de « *facilitateur* » de projets.

Le *Lab* a pour but de mettre en œuvre des dynamiques collaboratives entre tous les acteurs du territoire, et notamment entre le gouvernement de la ville, les entreprises, la société civile, les universités et les autres parties prenantes.

La première année, 65 réponses ont été reçues, le jury a sélectionné 9 projets. Ceux-ci portaient majoritairement sur la création d'espaces temporaires et sur le redéveloppement et la réutilisation de zones et bâtiments.

LES 9 PROJETS retenus par le M-Lab

CARACOLA

Création d'un centre social où sont imaginées de nouvelles formes d'utilisation de l'immobilier vacant (espaces de travail créatifs, présence d'entrepreneurs sociaux et d'activités sociales dans le quartier).

CENTRE COMMERCIAL TEMPORAIRE

Création d'un centre commercial temporaire (3 mois) dans la grande rue commerçante : un nouvel espace de vente au détail, comprenant un espace dédié aux artisans locaux pour exposer et vendre leurs produits.

COMPÉTITION DE DESIGN ARCHITECTURAL

Concours d'architectes (débutants) pour designer de nouveaux modèles de logements pour le quartier Ambyverld.

GAZOMÈTRE

Programme temporaire visant à trouver une nouvelle utilisation d'un ancien gazomètre (mise en place d'événements ponctuels). L'objectif est de trouver quelle utilisation pourrait être utile et contribuer au développement du quartier Sphynxkwatier.

VORMSTOF

Espace temporaire de travail et d'atelier pour l'artisanat local (céramique et porcelaine).

STRATÉGIE DE TRANSITION POUR L'ESPACE DU « GREEN CARPET »

Développement d'une stratégie participative pour l'utilisation temporaire d'un nouvel espace vert, de façon respectueuse de l'environnement, en collaboration avec des développeurs immobiliers.

TRANSITION DE LA ZONE ENCI

Redéveloppement de la zone située entre la carrière ENCI désaffectée et l'ancien site de production du ciment, en collaboration avec les participants du « *City makers Network* ».

OPÉRATION « STONEBREAK »

Campagne d'action et de sensibilisation à la déminéralisation et au verdissement de Maastricht (jardins urbains), en coopération avec les citoyens et les sociétés de logements.

VISION « CITYNATURE » DE MAASTRICHT

Développement d'une réflexion sur la nature à Maastricht, dans un modèle organisationnel hybride en coopération avec *IVN Maastricht* (société de conservation de la nature), l'administration locale, l'université et 50 volontaires.

34. Entretien avec Sven Cimmermans le 13 juillet 2018

Pour être retenu, un projet doit répondre aux critères suivants :

- Avoir un contenu innovant et contribuant au développement de la ville d'une façon nouvelle
- Permettre de la création de valeur (au sens large)
- Être un exemple pour la ville et transférable sur d'autres sites
- L'initiateur du projet doit pouvoir en assumer la responsabilité finale

2 Réseau des « City-makers »

Pour cette seconde phase, le *M-Lab* a mis fin à la collaboration avec le Groupe Gideon. Ce dernier a été remplacé par un réseau de « *City-makers* », un réseau plus ouvert, dans lequel des chercheurs mais aussi des acteurs locaux partagent leurs ressources, leur temps, leurs connaissances. L'objectif est de lancer et conseiller les nouveaux projets. Ce réseau permet d'inclure davantage d'employés municipaux dans le Lab et dans les expérimentations. Ces derniers deviennent les personnes contact pour le gouvernement municipal.

Des *city-makers lunches* ont ainsi été instaurés : le temps d'un repas, on se focalise sur un thème ou un projet en cours pour recueillir des avis et/ou feedbacks. Un certain nombre de « *City-makers* » sont par la suite devenus entrepreneurs, d'autres ont été invités à collaborer dans les projets existants. La plupart d'entre eux avaient des expériences passées en lien avec l'aménagement urbain.

DE 2016 À 2019

Des projets collaboratifs, co-portés par différentes parties prenantes

En 2016, le *Lab* est entré dans sa troisième et dernière phase. Dans cette phase, il s'agit de combiner les deux premières approches. Les projets portés par le *M-Lab* peuvent donc être des projets d'origine municipale ou citoyenne : 4 voire 5 projets sont concernés. Ceux-ci n'ont au départ pas de lien entre eux, mais s'inscrivent dans une dynamique commune de développement de la ville sur le long terme.

Aujourd'hui, le Lab fonctionne avec un budget de 100 000 € par an, couvrant les frais des partenaires extérieurs et l'organisation des événements.

2 PROJETS actuellement portés par le Lab

WOLHEMINAKADE

Il s'agit de réfléchir au développement d'un espace situé à proximité du fleuve principal. Ce lieu possède un fort potentiel. Le *Lab* joue ici le rôle de facilitateur entre les différentes parties prenantes afin d'enclencher un processus de valorisation de ce lieu.

CHEAP PLACES FOR IDEAS

Dans une ville où les prix de l'immobilier sont en augmentation, il s'agit de travailler avec les conseillers municipaux sur la façon dont la Ville doit agir pour permettre la mise en place d'endroits accessibles pour faire émerger des idées.



ENSEIGNEMENTS

Ce *Lab* constitue un réel **espace de dialogue et de co-création entre la Ville et les citoyens**. Plus le temps avance, plus celui-ci cherche à donner du pouvoir d'agir aux habitants et à favoriser l'émergence d'initiatives *bottom-up*. Il est donc porteur de nouvelles opportunités pour les citoyens.

Selon Sven Cimmermans, le principal avantage de cette position hybride est de permettre aux individus de trouver la bonne personne à qui parler, de faciliter le dialogue entre les citoyens et la municipalité. Cet espace est conçu pour permettre aux porteurs de projets de rencontrer des professionnels qui ont le temps de les écouter et de les aider à construire un projet qui soit à la fois en phase avec les attentes de la Ville et celles des citoyens.

En proposant des expérimentations à petite échelle – spatiale mais aussi financière, temporelle et en terme de nombre de personnes impliquées – de nouvelles démarches et méthodes peuvent être testées avec de faibles conséquences en cas d'échec.

Le focus mis sur l'apprentissage permet d'évaluer ce qui fonctionne bien et moins bien. Il reste à définir comment transférer de telles initiatives à une échelle plus grande.



Pour plus d'informations

Sites internet

- Maastricht-Lab : <https://maastrichtlab.nl>
- Projet européen Urb@Exp : <http://www.urbanexp.eu>
- DRIFT : <https://drift.eur.nl>

Publications

- *City labs as instruments to shape common ground in urban sustainability*, Christian Scholl, René Kemp, Joop de Kraker, (ICIS – Maastricht University)
- *Guidelines for Urban Labs* : http://www.urbanexp.eu/data/GUIDELINES_270617.pdf
- *Governance of Urban Sustainability Transitions – European and Asian Experiences* (2016), de Loorbach Derk, Wittmayer Julia M., Shiroyama Hideaki, Fujino Junichi, Mizuguchi Satoru, *Theory and Practice of Urban Sustainability Transition*, Drift, GraSPP, Springer
- *Urban labs – a new approach in the governance of sustainable urban development* (2016). 335-346, de Kraker, Joop & Corvers, Ron & Scholl, Christian & Wanroij, Tim

15 AUTRES EXEMPLES

— Ailleurs

Nous avons repéré d'autres initiatives, majoritairement européennes. Elles complètent les trois cas étudiés dans la première partie de ce document.

Plateformes numériques pour la participation citoyenne

- 1 **Better Reykjavik** – Reykjavic, Islande 32
- 2 **E-Democracia** – Brésil 32
- 3 **Decidim** – Barcelone, Espagne 32

Création d'une structure réunissant acteurs publics / privés / citoyens

- 4 **Projet Vilawatt** – Viladecans, Espagne 33
- 5 **Leuven 2030** – Louvain, Belgique 34
- 6 **Leeds Climate Commission** – Leeds, Royaume-Uni 35

Urban Lab

- 7 **Le CityLab2050** – Anvers, Belgique 36

Gestion collective de la ville

- 8 **The Year of change** – Amersfoort, Pays-Bas 37
- 9 **Sustainable Energy Action Plan** – Polotsk, Biélorussie 39

Budgets participatifs

- 10 **Beware of the Pazin Budget** – Pazin, Croatie 40
- 11 **Budget participatif d'Anvers** – Anvers, Belgique 41
- 12 **Budget participatif de Cascais** – Cascais, Portugal 42
- 13 **Choisir les projets que vont financer les impôts locaux** – Guadalajara, Mexique 43

Panel citoyen

- 14 **Réfléchir au changement climatique** – Gdansk, Pologne 44

Living streets

- 15 **Se réappropriier les rues de son quartier en réinventant leur usage** 45

Plateformes numériques pour la participation citoyenne

1 Better Reykjavik — Reykjavic, Islande

Better Reykjavic se définit comme un « forum de consultation en ligne ».

Créée en 2010, la plateforme numérique *Better Reykjavic* est le fruit d'une collaboration entre la municipalité et une *tech charity* locale. L'objectif est de permettre aux citoyens de suggérer, débattre et classer des idées, leur donner la possibilité de proposer des lois et des actions pour améliorer leur ville.

L'accès à la plateforme est libre, pour y participer il suffit de créer un compte (la seule condition étant d'approuver les conditions de participation). Les citoyens enregistrés peuvent alors participer au forum, c'est-à-dire émettre des propositions et voter pour ou contre celles qui ont été émises par les autres membres. Les propositions sont par la suite soumises à la municipalité.

Au total, 70 000 des 120 000 habitants ont déjà visité le site internet.

Exemples de thèmes traités :

- ▶ Soutien aux personnes sans abris
- ▶ Conversion d'une ancienne centrale en un centre pour les jeunes
- ▶ Introduction de toilettes mixtes

A été testé dans d'autres pays : Estonie, Autriche, Écosse, Pays de Galles, Norvège, Malte.

→ SOURCES

- Site Better Reykjavik : <https://reykjavik.is/en/better-reykjavik-0>
- Financial Times : <https://www.ft.com/content/754a9442-af7b-11e7-8076-0a4bdda92ca2>
- The Guardian : <https://www.theguardian.com/public-leaders-network/2017/feb/23/democracy-digital-lessons-brazil-iceland-spain>

2 E-Democràcia — Brésil

Initiative du parlement brésilien. L'objectif est de permettre aux citoyens de participer aux débats parlementaires.

3 Decidim — Barcelone, Espagne

« *Nous décidons* », c'est le nom de la plateforme numérique pour la démocratie participative lancée à Barcelone en février 2017. Selon ses fondateurs, il s'agit d'un outil à mi-chemin entre une plateforme de prise de décisions techniques et efficaces et un réseau social politique. L'objectif est de faire croître la participation citoyenne et d'encourager les bons gouvernements. Elle permet au public de participer directement à la vie municipale, un peu comme avec les réseaux sociaux.

La plateforme permet notamment de créer des propositions officielles ou citoyennes, de les géolocaliser, d'ajouter des documents et commentaires, d'appliquer des filtres, de voter, de répondre et réagir, de recevoir des notifications ... Elle transforme ensuite les propositions en constats ou décisions, rendant ainsi visible la réponse officielle de leur acceptation ou rejet. Elle permet classer les actions en projets unitaires tout en visualisant l'état de leur avancement, de concevoir et publier des enquêtes et sondages, de choisir le mode de scrutin adapté, de convoquer des rencontres en présentiel et d'effectuer toute la gestion autour de ces événements, d'émettre des newsletters, de gérer des conférences etc.

Il s'agit d'un panel d'actions très large permettant de pousser assez loin la participation des citoyens. Elle donne également la possibilité de créer des profils représentant des groupes d'individus, de s'exprimer collectivement ou individuellement.

La plateforme est utilisée pour co-construire le plan d'action et définir l'agenda municipal. Selon Francesca Bria, Directrice de la technologie et de l'innovation numérique de Barcelone, 70 % des propositions inscrites à l'agenda municipal proviennent des citoyens.

4 Projet Vilawatt — Viladecans, Espagne

Avancement du projet : en janvier 2018, le projet entrait dans sa phase d'expérimentation.

La politique de transition énergétique de Viladecans, commune de la province de Barcelone 66 000 habitants, se décline en quatre axes stratégiques :

- Garantir l'offre d'énergie
- Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables
- Promouvoir les économies d'énergie et l'efficacité énergétique
- Démocratiser l'énergie et promouvoir la participation citoyenne

L'objectif du projet *Vilawatt* est de répondre à ces 4 axes en créant une société sobre en carbone, dans laquelle les citoyens jouent un rôle actif afin de garantir une transition énergétique juste et démocratique dans la Ville de Viladecans. Pour cela, le focus est mis sur la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels et plus particulièrement concernant les populations avec les plus faibles revenus (dans un contexte de forte précarité énergétique en Espagne).

Pour ce faire, un **Partenariat Public Privé Citoyen (PPPC)**, structure dont les membres sont la Ville, les citoyens et les entreprises, est créée. Il s'agit de l'entité centrale du projet *Vilawatt*, en charge de la gouvernance. Son objectif est de promouvoir et d'assurer une utilisation sécurisée, propre et efficace de l'énergie.

Le PPPC est la structure qui va permettre de gérer les nouveaux outils :

► L'offre d'énergie et la production d'ENR

Par le biais du LEO (Local Energy Operator). Il s'agit d'une seconde structure qui sera créée, entité opérationnelle du PPPC. Elle a vocation à être un offreur local d'énergie et un producteur d'ENR

► Les services permettant de faire des économies d'énergie

Par le biais de l'ESC (Energy Savings Company), structure permettant d'offrir des services pour favoriser les économies d'énergie et encourager les investissements dans la rénovation énergétique

► Les investissements dans la rénovation énergétique

Par le biais de l'ESC (cf point précédent). L'objectif est de partager au sein de la communauté le risque de cette opération peu attractive financièrement

► La monnaie locale énergie

Une monnaie locale énergie va être créée, elle sera **liée aux économies d'énergie** (les économies d'énergie seront converties en monnaie) : l'objectif est d'inciter à l'efficacité énergétique, augmenter la capacité économique des personnes les plus vulnérables et renforcer l'économie locale.

Ce projet se focalise sur le quartier de Montserratina (30 % de la population de la ville). Le revenu annuel par habitant y est plus bas que la moyenne, la consommation finale d'énergie plus élevée et la précarité énergétique est importante.

Ce quartier a également été très affecté par la crise de 2007, un grand nombre de bâtiments commerciaux sont inoccupés en rez-de-chaussée des immeubles.

→ SOURCES

- https://www.uia-initiative.eu/sites/default/files/2018-01/FINAL%20VERSION_Viladecans.pdf
- <http://www.uia-initiative.eu/fr/uia-cities/viladecans>

5 Leuven 2030 — Louvain, Belgique

En 2011, la Ville de Louvain se fixe l'objectif de devenir neutre en carbone d'ici 2030. L'ONG *Leuven Klimaatneutraal 2030 (LKN2030)* se développe en 2013. En 2016, elle change de nom et devient *Leuven 2030*. La Ville en est un partenaire et sponsor important, c'est également elle qui est à l'origine du projet.

Composée de 60 membres (organisations et citoyens) lors de sa création, elle en compte aujourd'hui plus de 300. Elle vise à favoriser la mise en place de projets durables dans la ville, qu'ils soient mono ou multi acteurs. Pour cela, ils doivent remplir les trois critères suivants :

- La participation citoyenne
- La justice sociale
- L'application des best practices du développement durable

Les thèmes traités sont le bâtiment, la mobilité, l'énergie, l'agriculture et la nutrition, la nature et la consommation etc. Les trois premiers thèmes étant les principaux. Une des étapes importantes dans la mise en place de la « *ville neutre en carbone* » a été la réalisation d'un nouveau plan de mobilité en septembre 2016.

La **participation citoyenne** est une des forces de *LKN2030*, elle se fait ainsi par exemple à travers :

- ▶ La mise en place de projets climatiques à destination des écoles avec un focus sur l'éducation et la sensibilisation aux questions climatiques
- ▶ Projection : imaginer à quoi pourraient ressembler les endroits les plus connus de Louvain en 2030
- ▶ L'organisation, chaque année, d'une *semaine du climat*, d'un jour sans voiture (dernier dimanche d'août), d'événements durables tels que le *Wereldfeest* ...
- ▶ L'engagement et la participation des citoyens dans la définition et la mise en œuvre du plan de mobilité pour le centre-ville. L'un des partenaires important de ce projet a ainsi été une plateforme citoyenne, née de *LKN2030*, regroupant 70 citoyens / experts
- ▶ Une consultation publique portant sur les mesures proposées dans le cadre du plan de mobilité



Le 7 septembre 2017, une commission est créée à Leeds pour aider la Ville à traiter les questions relatives aux politiques énergie-climat. Celle-ci est nommée *Leeds Climate Commission*. Elle s'inscrit dans le mouvement plus large des *Can do Cities*. Il s'agit d'une initiative qui vise à faire travailler ensemble les acteurs des secteurs publics, privés et associatifs sur les questions climatiques, à l'échelle des villes et au Royaume-Uni. L'objectif est de mettre en synergie un certain nombre d'acteurs afin de traiter des questions qui sont habituellement mises de côté et de proposer ainsi une nouvelle approche pour faire face au changement climatique.

La *Leeds Climate Commission* est la première de ce type à voir le jour au Royaume-Uni, à l'échelle d'une ville. Elle est présidée par l'Université de Leeds. La vice-présidence est assurée par le conseil municipal.

Ses membres sont issus de 24 organisations clefs de Leeds (des secteurs publics, privés et associatifs). Elle a l'ambition d'être une instance indépendante, susceptible de conseiller les autorités dans la construction d'un futur soutenable, de conseiller et influencer les actions des personnes en charge des décisions. Elle a ainsi pour objectif d'**endosser le leadership sur les questions énergie-climat à Leeds et de guider la Ville dans sa route vers la réduction des émissions de GES**.

Elle cherche à favoriser les investissements permettant d'atteindre une société sobre en carbone et résiliente climatiquement. Il s'agit d'investir maintenant afin d'éviter à la Ville des dépenses importantes en réparation des dégâts dus au changement climatique.

Cette commission a trois grandes missions :

- ▶ Faciliter le développement de projets collaboratifs qui vont dans le sens des objectifs climatiques de la Ville ;
- ▶ Agir comme un forum dans lequel les organisations peuvent changer des idées, solutions, informations etc. ;
- ▶ Produire chaque année un rapport ayant vocation à améliorer et alimenter le processus démocratique de Leeds.

Elle est soutenue par le conseil municipal mais part du constat que, seule, la municipalité ne pourra pas relever l'ensemble des défis. Il faut pour cela que l'ensemble des secteurs se mobilisent pour encourager le financement vert. Elle est donc ouverte à la communauté des entreprises, des investisseurs, des développeurs et des conseillers et met l'accent sur la manière dont la croissance durable peut être abordable et bénéfique pour les entreprises

→ SOURCES

- <https://news.leeds.gov.uk/pioneering-new-climate-commission-could-see-cities-save-millions-of-pounds-a-year>
- <https://www.youtube.com/watch?v=0nEbms34JbY>
- <https://www.walkermorris.co.uk/news/leeds-climate-commission-and-green-taskforce-come-together-to-accelerate-green-finance-growth-in-the-city>

Parmi les différents Labs proposés, celui d'Anvers (Belgique) fait particulièrement écho à celui de Maastricht. Il possède également une position hybride (entre municipalité et citoyens) et entretient de bonnes relations avec le *M-Lab*.

Il a aussi été étudié dans le cadre du **projet européen Urb@Exp**³⁵ qui a examiné le fonctionnement de ces nouveaux espaces d'innovations et de gouvernance à l'échelle des villes, afin de réaliser un guide de bonnes pratiques pour toute personne souhaitant mettre en place un tel *Lab* (Anvers, Maastricht, Graz, Leoben et Malmö).

Face à l'urgence ressentie par les politiques et les habitants de transformer Anvers en une ville plus durable, le *CityLab2050* a été créé en 2013 par la municipalité. Il a pour ambition d'aider celle-ci à co-construire un futur soutenable pour la ville, en partenariat avec ses citoyens, instituts de recherche, organisations de la société civile ainsi qu'avec les acteurs économiques. Il se définit comme un « Lab pour l'innovation durable » et vise à apprendre comment mettre en place la transition vers une ville durable.

Finalement, il cherche à répondre à la question : « Quels thèmes sont susceptibles d'attirer et de stimuler l'innovation à l'échelle de la ville ? ».

Le *Lab* est relié au département de l'énergie et de l'environnement de la Ville d'Anvers. Même si la soutenabilité ne doit pas être entendue seulement dans sa dimension environnementale mais également sociale, économique et culturelle, il a été décidé par la municipalité que les projets soutenus par le *Lab* devraient tous posséder une dimension écologique.

Thèmes traités par le CityLab2050 :

- ▶ Verdir la ville
- ▶ Les éco-logements
- ▶ Les énergies renouvelables dans le centre-ville
- ▶ L'économie circulaire dans le domaine de la mode : « Fashion Flows »
- ▶ L'alimentation soutenable dans et pour la ville
- ▶ Anvers, ville collaborative
- ▶ L'éco quartier Sint Andries
- ▶ L'entrepreneuriat circulaire dans le quartier du Nouveau Sud

Comme le *M-Lab*, le *CityLab2050* se veut comme un espace situé entre la Ville et la société civile. Alors que le *Lab* de Maastricht a pour cela mis en place une équipe d'animation constituée d'employés municipaux et de membres de la société civile, le *Lab* d'Anvers compte lui sur ses relations avec ses partenaires. Pour chaque projet, un travail important est effectué par le *Lab* identifier les partenaires. L'objectif est d'associer un maximum d'acteurs, qu'ils soient économiques, issus du monde de l'enseignement de la recherche, membres d'organisations sociales ou d'associations de citoyens, afin de porter les projets.

En 2016, le *Lab* a tenté d'inclure des partenaires non plus à l'échelle des projets mais à l'échelle du *Lab*. L'expérience ne s'est pas révélée très concluante, l'engagement étant moins concret pour les partenaires.

Lors du lancement du *Lab* en 2013, la Ville a laissé une grande place aux partenaires et ne s'investissait que peu dans le projet. Aujourd'hui, elle cherche à contrebalancer le poids des acteurs externes et à prendre davantage part au fonctionnement du *Lab*.

Finalement, la municipalité cherche aujourd'hui à expérimenter un nouveau rôle, à passer de celui d'initiateur à celui de facilitateur et garant de la mise en place d'un cadre permettant le développement d'initiatives.

Le rôle du *Lab* est ainsi de faciliter la réalisation d'expérimentations pilotes et de soutenir leur mise en œuvre. Pour cela, il cible « les pionniers, les personnes qui ont des idées » et constitue à la fois un forum qui invite toute la communauté de la ville à co-construire les ambitions et projets en termes de soutenabilité, mais aussi un espace de rencontre entre les différents acteurs.

35. <http://www.urbanexp.eu>

8 The Year of change — Amersfoort, Pays-Bas

Début des années 2010, la situation aux Pays-Bas et plus spécifiquement à Amersfoort peut se résumer ainsi :

- ▶ Beaucoup de compétences nationales sont transférées aux municipalités
- ▶ En parallèle, réduction du budget des villes alors que jusqu'alors période de prospérité : paralysie des structures traditionnelles de gouvernance
- ▶ Les citoyens sont de plus en plus insatisfaits des actions de la Ville
- ▶ Une dégradation de la situation économique de beaucoup de citoyens : de plus en plus d'habitants décident de s'investir dans des mouvements bottom up et réclament le droit d'agir dans leur ville
- ▶ La hausse chômage : beaucoup de personnes perdent du « pouvoir » et veulent faire quelque chose d'utile

Face à ces constats, les décideurs d'Amersfoort envisagent la possibilité de fournir des services publics en collaboration avec les citoyens.

Au départ, deux expérimentations voient le jour :

* Alimentation durable

En 2011, un nouveau marché de produits locaux est lancé. Puis 80 initiatives avec pour thème l'alimentation durable sont lancées par un groupe de citoyens. Ils décident ensuite de postuler pour le prix de la capitale néerlandaise du goût. Cela leur demande beaucoup d'efforts et d'investissement (candidature, trouver les financements etc.). En 2012, Amersfoort remporte ce prix et postule au projet européen URBACT « *Sustainable food in urban communities network* ».

* The old Elisabeth Hospital

Il s'agit d'un ancien hôpital dont la démolition est prévue à court terme. Le conseil municipal souhaite transformer cette zone en espaces verts, une réflexion est donc lancée au sein de la mairie.

Certains citoyens voulant s'impliquer dans le projet, la municipalité décide de faire marche arrière et de les laisser mener le projet. Un groupe de citoyens est formé, avec une reconnaissance officielle de la mairie qui leur alloue également un budget. L'objectif est que les citoyens s'organisent entre eux et conçoivent un plan de développement sur 10 ans pour ce futur espace vert.

Le processus a démarré en avril 2013 et le plan a été délivré avant les élections municipales.

Le groupe de citoyens est resté volontairement ouvert, les ébauches de documents ont toujours été publiées. Au final, l'équipe se sentait investie et parfois se sentait stressée au vu des responsabilités qui lui incombaient.

Ce projet a représenté 1 400 heures de travail (sans compter le travail des architectes)

2013 : *Forward Together year*

Suite à ces deux expérimentations, la Ville organise une année de réflexion avec de multiples expérimentations sur des projets *bottom up*, de nouveaux processus participatifs etc.

Organisation d'une grande conférence *The New Collaboration* par les citoyens (discuter le système démocratique et explorer de nouveaux modes de collaboration). Les membres du conseil municipal et des employés municipaux ont participé à ces groupes citoyens qui faisaient des recommandations à la mairie.

2014 : *The Year of change*

L'année suivante est déclarée par la municipalité « année du changement » : il s'agit d'une année pour repenser et réorganiser la ville, les pratiques et les structures administratives. Tous ces changements sont mis en place progressivement depuis 2015. L'objectif est de faciliter de nouveaux modèles de collaboration entre la population de la ville et l'administration.

Exemples :

- ▶ Une « **change team** », composée de 5 personnes est créée au sein de la municipalité. Elle a pour objectif de permettre à la Ville de passer du rôle de « pouvoir » à celui « d'administration apprenante »
- ▶ Organisation d'un G1000 (regroupant 600 personnes) en 2014
- ▶ Les employés municipaux doivent devenir des « free range civil servants »
"Like free-range chickens, they should move around freely, decide where they go, gather information here and there and bring back useful knowledge to the city administration. They should spend more time in the field, interacting with the citizens, instead of sitting behind their desks. This new proactive posture is reflected in the key qualities expected from civil servants in the Amersfoort administration's new mission statement: curiosity, being close and accountability"
- ▶ Organisation de City Café : les conseillers municipaux rencontrent les citoyens pendant des sessions d'une demi-journée pour parler de façon informelle et sans restriction de temps

Originalité du processus

Il n'est pas planifié et ni articulé, mais il émerge progressivement en réponse aux expérimentations et aux besoins des citoyens. Une série de nouvelles pratiques apparaissent ainsi, interagissent ensemble et produisent progressivement des changements systémiques dans la ville.

➔ SOURCES

- http://urbact.eu/sites/default/files/cs-03a_si-amersfoort-f4.pdf
- <https://www.socialinnovationexchange.org/insights/six-interview-series-mirjam-wingelaar-amersfoorts-free-range-civil-servant>

La Ville de Polotsk – 85 000 habitants – a signé la *Convention des Maires* en 2011, elle n'avait alors aucune expérience ni en transition énergétique, ni en démocratie participative. Après des visites en Allemagne et Espagne, la Ville décide de lancer son PAED (Plan d'Action pour l'Énergie Durable) et devient ainsi une référence en Biélorussie.

Jusqu'alors, la ville connaissait une hausse constante de sa consommation électrique et énergétique (+ 2,78 % par an). L'objectif du PAED est alors de travailler sur l'efficacité énergétique et sur le développement des énergies renouvelables.

Pour ce faire, le PAED est pensé de façon la plus inclusive possible, l'objectif étant d'associer au maximum les acteurs.

Les acteurs concernés par ce processus participatif :

- ▶ membres de communautés locales (communauté des cyclistes, association d'étudiants architectes);
- ▶ établissements publics (écoles, département municipal de la jeunesse)
- ▶ entreprises (vendeurs de vélos) ;
- ▶ experts (institut de recherche sur le développement urbain) ;
- ▶ médias de masse (radio Europa Plus, journal local).

Domaines dans lesquels a eu lieu la participation :

- ▶ La définition du PAED : Par le biais de consultations publiques sur le plan draft, les habitants pouvaient contribuer et commenter de façon électronique
 - ▶ La mise en œuvre : Il s'agit de décider des stratégies, de prévoir les interventions et d'organiser des événements de sensibilisation sur les sujets relatifs à l'énergie (festivals par exemple)
 - ▶ L'évaluation : Par le biais d'enquêtes publiques
- Différentes formes de participation sont alors mises en place : enquêtes publiques, votes ouverts, ateliers, séminaires, lectures, festivals et événements publics, forums d'architecture...

Quelques exemples :

* Le plan de mobilité urbaine durable (Sustainable Urban Mobility Plan – SUMP)

Une enquête publique a été réalisée, elle portait sur les problèmes urbains existants et a obtenu plus de 600 réponses permettant ainsi de comprendre les attentes des citoyens. De celle-ci est par exemple ressorti le besoin de créer des pistes cyclables, le tracé a alors été défini par une consultation des usagers. Tout le processus a été soutenu et supervisé par le CGW (Citizen Working Group). Il regroupe notamment des citoyens, des étudiants en architecture, des entreprises locales et des médias.

* La semaine européenne de la mobilité : en 2015 et 2016

* La stratégie relative à l'éclairage public

Un forum architectural d'une semaine a été mis en place, au cours duquel 40 étudiants ont pu soumettre leurs idées sur l'éclairage urbain. À la fin du forum, ils ont développé et réalisé leur projet d'éclairage public pour la ville. Ce forum a été un tel succès que les étudiants ont eux-mêmes mis en place leur propre forum (le Centre pour l'urbanisme et le design) suite au forum municipal.

* Les journées de l'énergie

Ces journées sont nées en 2012 et sont depuis reconduites chaque année, elles cherchent à attirer l'attention des habitants sur les questions relatives à l'efficacité énergétique.

→ SOURCES

- <https://www.youtube.com/watch?v=X4enbGJi9GA&feature=youtu.be>
- <http://www.enlarge-project.eu/synthesis-of-31-case-studies-of-participatory-processes-in-the-sustainable-energy-field>

Budgets participatifs

Né dans les années 1980 en Amérique du Sud (Porto Alegre), le budget participatif est aujourd'hui un symbole international de la démocratie participative. De plus en plus de villes décident de se doter de cet outil, cependant les résultats et la participation citoyenne sont assez variables d'une ville à une autre.

10 Beware of the Pazin Budget — Pazin, Croatie

La Ville de Pazin – 9 000 habitants – s'est fixée divers objectifs : impliquer les citoyens dans la construction et la mise en œuvre du budget municipal tout en les éduquant sur les fonctions du gouvernement local. Il s'agit de construire une confiance mutuelle entre les citoyens et la municipalité et de permettre aux citoyens d'identifier, de discuter et de prioriser les projets financés avec de l'argent public. Finalement, la Ville cherche à transférer aux citoyens une partie du pouvoir de décision concernant l'allocation de l'argent public.

C'est pour répondre à ces nombreux défis qu'en 2013, un budget participatif est mis en place à Pazin. Il se déroule alors en **5 grandes étapes** :

1. Réunion interne du gouvernement local
2. Publication d'un appel aux citoyens à soumettre des projets de travaux publics municipaux (de petite envergure)
3. Analyse des propositions par la municipalité (coût, localisation etc.)
4. Réunions publiques dans chaque quartier pour présenter les projets qui le concerne (explications, prix)
5. Vote des citoyens pour les projets à financer l'année suivante

Rapidement, les projets proposés ont commencé à dépasser le budget municipal. La Ville a cherché à ajuster le projet, les quartiers ont alors été divisés en deux groupes, chacun étant financé un an sur deux. Ainsi, tous les deux ans, chaque quartier dispose du double de son budget habituel afin de financer de plus larges projets.

L'expérimentation a grandi au fil des ans et le même modèle a été appliqué aux projets plus importants. En 2017, lors des consultations publiques, les citoyens étaient invités à sélectionner deux projets sur les quatre présentés :

* Projets retenus

- Rénovation de la gare routière centrale
- Construction d'une maison de retraite

* Projets non retenus

- Aménagement de la rivière Pazincica
- Extension de l'école primaire

Un réel focus est mis sur l'éducation des citoyens. Ainsi, des conférences publiques sont organisées dans tous les domaines : culture, sport, infrastructures municipales etc. Cela permet aux citoyens mieux comprendre les enjeux et l'action de la Ville, et de faire ressortir ce qui est important pour eux (ex : le thème de l'éclairage public est apparu comme une préoccupation importante des citoyens).

L'engagement municipal est fort dans ce projet, les élus et les employés municipaux prennent par exemple part à toutes ces réunions (elles se déroulent sur 12 jours, tous les soirs après 18 h). De plus, pour éviter de biaiser les résultats, les réunions sont gérées par des modérateurs extérieurs.

Budget total :

- ▶ 2015 : 40 000 € (300 000 kuna), répartis entre les différents quartiers (30 000 kuna pour les plus petits, 50 000 kuna pour les plus grands)
- ▶ 2017 : 83 150 € qui ont permis d'inscrire 44 projets au budget 2018, sur les 189 ayant été soumis

D'autres villes s'intéressent désormais au projet, des représentants de Pazin font des consultations / partagent leur expérience. Tout ce travail est publié en open source sur leur site internet.

→ SOURCES

■ <http://www.blog.urbact.eu/2018/03/pazin-builds-mutual-trust-by-involving-its-citizens-in-passing-the-budget>

Avancement : lancé dès 2013

Le budget participatif de 2017 représente :

- ▶ 1,1 million d'€ soit 10 % du budget du conseil du district
- ▶ 1 500 participants (sur une population de 200 000 habitants). Les participants sont assez représentatifs de la population grâce à un programme de sensibilisation qui a été mis en place à l'égard des jeunes ainsi que des personnes issues de l'immigration. L'objectif était de leur fournir les connaissances et la confiance nécessaire pour participer.

Le projet se déroule en trois phases, pour chacune d'entre elles les participants sont répartis sur des tables de 6-7 personnes. L'objectif est ainsi de mélanger les différents milieux sociaux et les classes d'âge. Le processus se déroule ensuite en trois étapes.

* 1^{ère} étape

Chaque table de participants choisi, parmi 95 sujets proposés par la Ville (regroupant l'ensemble de ses compétences), les 5 qui lui semblent les plus importants à financer. Les résultats sont mis en commun et les 12 sujets ayant reçus le plus de votes sur l'ensemble des tables sont retenus.

* 2^e étape

Des jetons de poker, représentant de l'argent, sont distribués aux participants. Les tables doivent alors les répartir sur les 12 sujets sélectionnés à l'étape précédente. Les participants reçoivent des informations complémentaires sur ces sujets (ce que le district fait déjà sur ce thème et des informations sur le coût moyen des projets concernant cette thématique).

Les participants doivent alors répartir leurs jetons sur les différents thèmes. Il faut qu'au moins 4 personnes soient d'accord pour que l'argent aille sur tel ou tel sujet, le choix se fait par consensus.

* 3^e étape

Les individus et organisations sans but lucratif peuvent soumettre des idées de projets correspondants aux thématiques retenues à l'étape n°2 (en précisant si ceux-ci devraient être mis en place par la société civile ou par le gouvernement).

Les idées sont examinées par la Ville (voir si elles entrent dans les critères) puis débattues et sélectionnées par consensus par les citoyens (toujours dans les groupes de 6-7 personnes). Les projets sont ensuite classés en fonction du nombre de votes qu'ils ont reçus, ils seront financés dans cet ordre-là, jusqu'à épuisement du budget.

→ SOURCES

- http://nws.eurocities.eu/MediaShell/media/Antwerp_participatory_budget.pdf
- https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/citizen-participation-in-fp9-a-model-for-mission-and-work-programme-engagem-ent_2018_en_0.pdf

Le budget participatif de Cascais est l'un des plus importants d'Europe. Il a été inauguré en 2011 dans cette ville où la démocratie participative est promue sous diverses formes depuis de nombreuses années.

En 6 ans, il totalise ainsi :

- ▶ 219 000 votes
- ▶ 15,8 millions d'€ de budget
- ▶ 1 027 propositions de projets
- ▶ 88 projets réalisés (mi-2017)

Le budget participatif est un outil, mis en place par la municipalité pour permettre aux habitants de proposer des projets municipaux et de voter pour les projets qu'ils jugent prioritaires. Les projets ayant reçus le plus de voix sont alors inscrits au budget de l'année suivante et mis en œuvre par la Ville.

L'objectif du budget participatif est, selon Carlos Carreiras (maire de la ville), de réinventer la relation entre les habitants et la municipalité, pré requis pour sauver les institutions de la crise actuelle qu'elles connaissent, mais aussi pour faciliter l'inclusion de populations qui étaient jusqu'alors marginalisées. Il s'agit finalement de restaurer la confiance entre la Ville et ses habitants, ce qui passe inévitablement par la recherche de nouvelles pratiques démocratiques ainsi que par une décentralisation du pouvoir de décision au bénéfice de la population.

Le budget participatif propose de nouvelles façons d'être actif de sa citoyenneté et renforce le périmètre de participation et le dialogue avec les habitants.

Un cycle de budget participatif comporte deux phases : la décision et la réalisation.

C'est au cours du cycle de décision qu'a lieu la participation citoyenne. Celle-ci se fait par le biais du site « *Cascais participa* » et lors de sessions publiques de participation (ainsi que par SMS pour les votes).

Au fil des années, diverses options ont été intégrées pour faciliter la participation citoyenne. Il est désormais par exemple possible de voter par SMS ou de soumettre des propositions par internet. Chaque participant dispose de deux voix positives (qu'il doit obligatoirement donner à deux projets distincts) et d'une voix négative.

Des outils complémentaires sont actuellement en phase de test :

- ▶ Un autre circuit pour que les citoyens puissent proposer des projets ne correspondant pas aux critères du budget participatif
- ▶ Une **monnaie locale démocratie participative** : il s'agirait d'un système de points permettant d'encourager et récompenser la participation citoyenne. Ces points seraient obtenus lorsque les habitants s'impliqueraient dans des actions de démocratie participative. Ils pourraient ensuite utiliser ces points pour payer des services municipaux, comme une monnaie locale traditionnelle.

On constate une forte augmentation de la participation depuis le début de l'expérience. Ainsi l'édition de 2011 a regroupé 6 903 votants (soit 4,02 % de la population de plus de 16 ans) celle de 2016 en comptait 58 567 (soit 34,11 %).

Répartition des projets réalisés par thème (2011-2016)

Écoles	27	Équipements culturels et de loisir	5
Réhabilitation et requalification urbaine	12	Action sociale	5
Espaces verts	10	Protection de l'environnement et énergie	1
Réseaux routiers	10	Patrimoine historique	1
Équipements sportifs	9	Innovation et savoirs	1
Sécurité et protection civile	7	TOTAL	88

➔ SOURCES

- *A city starts with people*, Nelson Dias e Vanessa Duarte de Sousa, Cascais Town Hall
- Portugal, le premier pays au monde à expérimenter le budget participatif à l'échelle nationale
https://apolitical.co/solution_article/portugal-world-first-participatory-budget
- *25 Years of Public Budgeting Worldwide*
http://www.in-loco.pt/upload_folder/edicoes/1279dd27-d1b1-40c9-ac77-c75f31f82ba2.pdf

13 Choisir les projets que vont financer les impôts locaux — Guadalajara, Mexique

Né en 2010 dans l'une des municipalités de Guadalajara (Tlajomulco – 30 200 habitants), le projet a été proposé par le congrès citoyen et accepté par le maire. Il a été décidé que 15 % des impôts locaux seraient affectés aux projets élus par les contribuables. En 2011, des urnes et des bulletins de vote font leur apparition aux endroits où les citoyens payent leurs impôts. Ils ne sont plus passifs mais deviennent alors actifs en décidant quels projets seront financés par les impôts qu'ils viennent de payer. La première semaine, le taux de participation atteint 67 %. La deuxième semaine, le dispositif est renforcé par des machines à voter électroniques.

Aujourd'hui les urnes et les machines sont présentes dans les mairies mais aussi dans les banques (car les citoyens peuvent payer leurs impôts à la banque).

2016 : 22 millions € de budget participatif, 71 projets en jeu

Depuis 2010, le dispositif s'est diffusé dans 5 autres municipalités de Guadalajara.

➔ SOURCES

- <http://lesbudgetsparticipatifs.fr/a-guadalajara-on-vote-au-moment-de-payer-ses-impots>

En 2016, un panel citoyen de 63 personnes sélectionnées au hasard (en fonction de leur âge, de leur niveau d'éducation et de leur lieu d'habitation) a été mis en place à Gdansk. L'objectif était de réfléchir aux moyens de prévenir les inondations, et de façon générale à « *Comment combattre le changement climatique dans une ville littorale comme la nôtre, où il est déjà d'actualité ?* ».

La Ville met tout d'abord en place un budget participatif et des réunions mensuelles « *Your district, your Gdansk* ». Ces outils s'étant révélés être des canaux efficaces de communication avec les habitants, la Ville décide d'aller plus loin avec le panel citoyen.

Ce panel s'est réuni à trois reprises les samedis (réunion d'une journée entière), pendant lesquelles les citoyens rencontraient des chercheurs et professionnels de l'environnement et de la prévention des inondations. Chaque journée se focalisait sur un thème particulier :

- ▶ Comment améliorer la rétention des eaux pluviales dans le *Tricity Landscape Park* ?
- ▶ Comment la Ville doit-elle soutenir les habitants touchés par de fortes pluies ?
- ▶ Lorsque de nouveaux réservoirs sont construits, faut-il renoncer à les remplir partiellement ? (Actuellement, les réservoirs sont remplis d'eau et constituent ainsi des petits étangs ou lacs avec des fonctions récréatives : pêche, détente etc.)

Ce panel citoyen a abouti à un ensemble de recommandations adressées au gouvernement, celles-ci devaient avoir été approuvées par au moins 80 % des participants. Le pourcentage est très élevé car cette réflexion nécessite un réel consensus et pas seulement une faible majorité.

SOURCES

■ https://www.huffingtonpost.com/pawel-adamowicz/civic-panel-how-to-engag_b_13036962.html



15 Se réappropriier les rues de son quartier en réinventant leur usage

Inspirées par les *Rues Vivantes (Living Streets)* de Gand, dans le cadre du projet européen *LIFE Living Streets*, sept autres villes – Zadar, Turin, Ivanić-Grad, La Rochelle, Rotterdam, Bruxelles, Milton Keynes – ont créé leurs propres *Rues à Vivre* avec l'aide de pionniers du réseau *Trojan Lab* (à Gand), des transitionnistes venant de Meneer de Leeuw (Pays-Bas) et d'Energy Cities.

Le concept

La collaboration entre les citoyens, les entreprises, les autorités locales et les associations permet temporairement aux habitants de **transformer leurs rues en l'endroit dont ils ont toujours rêvé**. Une *Rue à Vivre* permet de laisser libre cours à son imagination et de trouver des alternatives qui transforment les espaces publics et renforcent la dynamique collective. C'est un laboratoire urbain abordant plusieurs questions telles que la mobilité, l'agriculture urbaine, l'économie locale, la solidarité, la cohésion sociale, la culture, les loisirs, le sport et la santé.

Dans une *Rue à Vivre*, les habitants sont amenés à se connaître, ils se rencontrent et débattent des besoins de leur rue. Ils imaginent ensemble à quoi leur rue idéale ressemblerait et cherchent des solutions pour réaliser leurs rêves.

À **Turin, en Italie**, le quartier résidentiel de Campidoglio (de 5 000 habitants), qui abrite également de nombreux artistes et artisans locaux, joue le rôle de laboratoire de recherche où les *Rues à Vivre* sont expérimentées. Proche du centre-ville, il se caractérise par des rues étroites, bondées de voitures, avec une seule rue piétonne. Les résidents ont voulu se réapproprier les rues et réorganiser l'espace public. La municipalité a soutenu ce projet en proposant le *Laboratorio Campidoglio* en 2017.

À **Ivanić-Grad, en Croatie**, la place principale a été interdite aux voitures en 2017. Les objectifs étaient de préparer la zone pour la création d'un centre-ville piétonnier, de promouvoir le vélo comme moyen de transport, de soutenir la production locale et de développer l'économie circulaire. Des ateliers traitant du réaménagement des espaces urbains ont été organisés avec les citoyens, en considérant la place comme une « pièce » vivante fermée à la circulation.

À **La Rochelle, en France**, le quartier Saint-Nicolas est un petit centre commercial proche du centre-ville. L'objectif était de rendre cette rue et ce quartier repérables de loin et d'y attirer plus de monde. Les *Rues à Vivre* ont été utilisées pour aider les commerçants locaux qui ont du mal à attirer plus de clients

à cause de la concurrence des grandes zones commerciales de la périphérie. Des *Rues Vivantes* ont également vu le jour sur l'ancienne place du marché afin de réduire la circulation automobile. Dans les *Rues à Vivre*, La Rochelle a utilisé le vélo comme un facteur de changement de comportement volontaire, en relation avec de nombreux aspects tels que l'environnement, la santé, l'éducation, la sociabilité et l'économie.

À **Milton Keynes, au Royaume-Uni**, les citoyens ne sont pas encore prêts à accueillir des *Rues à Vivre*, car il s'agit d'une ville nouvelle construite autour de la voiture. Milton Keynes connaît actuellement peu de problèmes de circulation, mais passera de 230 000 habitants à plus de 300 000 d'ici les 7 prochaines années et à 500 000 d'ici 2050. Les communautés actuelles ont besoin de plus de temps pour accepter cette initiative, gagner en confiance et s'approprier l'espace public dans une ville où la voiture est centrale et où les espaces verts sont omniprésents. Avec l'initiative des *Rues Vivantes*, les gens seront quand même davantage impliqués dans la conception de nouveaux quartiers.

À **Rotterdam, aux Pays-Bas**, 13 *Rues de Rêve* ont été créées entre 2015 et 2017 dans des quartiers résidentiels, visant à faire de la rue un lieu de rencontre et de divertissement plus attrayant. La catégorie la plus représentée est celle des personnes au niveau social élevé. Certaines *Rues à Vivre* sont créées dans des quartiers aux niveaux socio-économiques variés, où une association de professionnels est nécessaire à l'élaboration du plan et pour coordonner le projet avec l'aide des citoyens.

À **Bruxelles, en Belgique**, sur la base d'un appel à candidatures, 8 *Rues à Vivre* ont été organisées dans différents quartiers entre 2016 et 2018. Elles ont abordé divers problèmes tels que la sécurité et la prostitution de rue, la nécessité de faciliter l'accès aux espaces publics et aux propriétés des habitants, les espaces verts, les travaux publics et le besoin de silence. Elles se sont avérées être une « zone résidentielle » de rencontre, de partage entre habitants et un espace public partagé entre piétons et voitures.

→ SOURCES

■ Manuel en ligne : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/final_guidebook_livingstreet_v10.pdf



Energy Cities est l'association européenne des villes en transition énergétique. Depuis près de 30 ans – et avec aujourd'hui plus de 1 000 villes et réseaux membres de 30 pays – le réseau défend une transition énergétique démocratique et décentralisée, menée par le niveau local et régional.

www.energy-cities.eu   [LinkedIn](#)  [@energycities](#)